

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE SAÏD CHANEGRIHA INSTALLE LE DIRECTEUR CENTRAL DE LA SÉCURITÉ DE L'ARMÉE

Au nom du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, a présidé, lundi, la cérémonie officielle d'installation du Directeur central de la Sécurité de l'Armée, le Général Maach Noureddine, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).



P.16

ENTRE NOUS

Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient. » Ibn Khaldoun

Mardi 17 Rabie Ath-Thani 1448 - 29 Septembre 2026 - N° 1398 : ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

L'ONU DÉNONCE
L'EXPANSION DES COLONIES
EN CISJORDANIE

ANTONIO GUTERRES APPELLE À METTRE FIN À UNE « ANNEXION RAMPANTE »



Antonio Guterres, secrétaire général des Nations unies, a une nouvelle fois condamné « l'expansion incessante » des colonies en Cisjordanie. Il a exigé, hier lundi, de l'entité sioniste qu'elle mette un terme à cette « annexion rampante ».

P.7

ARKAB REÇOIT LE PRÉSIDENT DU PARLEMENT GREC

HYDROCARBURES ET PARTENARIATS AU MENU DES DISCUSSIONS

Mohamed Arkab, ministre d'État chargé des Hydrocarbures, a reçu hier Nikitas Kaklamanis, président du Parlement de la République hellénique, lors d'une visite de travail en Algérie. Ensemble, ils ont passé en revue les voies et moyens de consolider et d'étendre les relations de coopération entre les deux nations, particulièrement dans le secteur des hydrocarbures. C'est ce qu'indique un communiqué du ministère.

P.4

AUDIENCES PRÉSIDENTIELLES

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REÇOIT UNE DÉLÉGATION DE LA FONDATION DES ANCIENS JOUEURS DE L'ÉQUIPE DU FLN DE FOOTBALL



P.3

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, lundi, une délégation de la Fondation des anciens joueurs de l'équipe du Front de libération nationale (FLN) de football, conduite par son président, M. Mohamed Maouche.

SAISON AGRICOLE 2026-2027

KHALDI SOULIGNE L'IMPORTANCE DE RENFORCER L'ACCOMPAGNEMENT DES AGRICULTEURS

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Sid Ali Khaldi, a souligné, lundi à Alger, l'importance d'une mobilisation totale pour garantir la réussite de la saison agricole 2026-2027, tout en assurant et en renforçant l'accompagnement des agriculteurs et en leur accordant toutes les facilités nécessaires.

P.4

4^e ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU RÉSEAU AFRICA-UNINET

BADDARI PRÉSIDE L'OUVERTURE DES TRAVAUX

Kamel Baddari, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, a présidé hier, à l'Université « Dr Moulay-Tahar » de Saïda, l'ouverture de la quatrième Assemblée générale du réseau des universités africaines et autrichiennes (Africa-UniNet). Des représentants de 55 universités et académies issues de 17 pays membres du réseau y participent.

Par Saïd Slimani

Dans son discours, M. Baddari a affirmé que cette rencontre permettrait de « renforcer la coopération entre les universités, à travers l'échange d'expériences et de connaissances ainsi que le renforcement des capacités institutionnelles ». Il a ajouté que la tenue de cette Assemblée générale, avec des responsables et représentants d'établissements universitaires et académiques africains et européens, « reflète la place qu'occupe désormais l'université algérienne dans le domaine de la coopération universitaire internationale ».

Le ministre a aussi souligné que l'université est devenue un espace favorisant de nouvelles dynamiques de coopération, notamment entre les universités algériennes et leurs homologues européennes, arabes et africaines, ce qui contribue au développement de partenariats dans différents domaines. Selon lui, cette dynamique de coopération universitaire internationale s'inscrit « dans le cadre de la vision stratégique du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer la coopération entre les établissements universitaires algériens et leurs homologues africains et européens et à développer les partenariats internationaux au service du développement national et continental ».

Il a précisé, dans ce contexte, que



« cette coopération peut donner naissance à des projets et à des productions scientifiques et intellectuelles dans plusieurs domaines prioritaires », notamment le développement durable, la cybersécurité, la sécurité informatique, la sécurité sanitaire, la sécurité alimentaire, la sécurité hydrique et la sécurité énergétique.

M. Baddari a par ailleurs relevé que « l'université moderne n'est plus seulement un espace d'enseignement et de recherche scientifique, mais est devenue un partenaire actif dans la production des connaissances, un laboratoire de création de solutions et un acteur essentiel face aux défis économiques, sociaux et de développement ». Le programme de cette

rencontre, qui se déroule sur trois jours, comprend plusieurs sessions consacrées aux initiatives de coopération et de partenariat ainsi qu'au financement des projets universitaires. Des présentations portant sur les programmes et projets du réseau sont également prévues, outre une exposition consacrée aux publications, aux projets et aux innovations dans le domaine de la recherche, mettant en avant l'activité des universités et institutions participantes. Des rencontres destinées à favoriser l'échange d'expériences entre chercheurs, enseignants et représentants des établissements universitaires figurent également au programme.

Les sessions scientifiques portent

notamment sur la recherche ouverte, les données scientifiques et leur accessibilité, ainsi que sur l'innovation dans l'enseignement supérieur, la santé, l'environnement et le développement durable. Des présentations consacrées à des projets et programmes de coopération entre des universités et institutions africaines et européennes sont également programmées. Créé à l'initiative du ministère autrichien de l'Éducation, des Sciences et de la Recherche, le réseau des universités africaines et autrichiennes (Africa-UniNet) est coordonné par l'Agence autrichienne pour l'éducation et l'internationalisation. Le réseau vise à soutenir une coopération scientifique à long terme entre les universités et les établissements de recherche scientifique d'Afrique et d'Autriche, à travers le développement de projets de recherche et de projets académiques communs, ainsi que l'encouragement des échanges et du partage d'expériences et de connaissances.

L'Université de Saïda a rejoint le réseau en 2023, devenant ainsi la première université algérienne à y adhérer.

Cette adhésion a permis à l'université de renforcer son ouverture sur l'espace de la coopération universitaire et de la recherche internationales, tout en développant les opportunités de partenariats académiques et scientifiques avec les institutions membres du réseau.

S.S

FORMATION PROFESSIONNELLE

CLÔTURE DE LA MANIFESTATION DÉDIÉE À L'ENTREPRENEURIAT ET L'INNOVATION

Avant-hier, la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels a présidé la cérémonie de clôture de la manifestation consacrée à l'entrepreneuriat et à l'innovation dans la formation et l'enseignement professionnels.

Par Ikram Haou

Cette manifestation, organisée en collaboration avec l'association Injaz El Djazaïr, a été marquée par une compétition qui a réuni, durant six mois, 356 stagiaires issus de plus de 20 instituts de formation. Ces derniers ont bénéficié d'une formation en matière de gestion et de promotion des start-up. Pour rappel, 12 équipes se sont qualifiées pour la phase finale parmi les 48 qui ont participé. Les équipes qualifiées ont présenté des projets relevant de divers domaines, notamment la cybersécurité, le tourisme, la santé et l'énergie. Certains de ces projets ont même atteint le stade de la réalisation de prototypes.

Durant la cérémonie de clôture, la ministre a déclaré que cette manifestation s'inscrit dans le cadre de la stratégie du secteur, qui vise, selon Mme

Nacima Arhab, à permettre aux jeunes d'accéder au marché du travail, tant par le recrutement que par la création d'entreprises et de projets, en application des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a-t-elle souligné.

Mme Arhab a noté que les équipes participantes ont été chargées de développer des solutions à des problèmes réels liés à leurs domaines professionnels et aux besoins des clients. La réussite d'un projet demande une idée innovante, capable de répondre à un besoin réel, de trouver des opportunités de financement et d'assurer sa pérennité, a-t-elle ajouté.

Selon elle, l'arrivée en finale constitue en soi une réussite pour les participants. Cependant, le défi restant réside désormais dans le passage de ces projets à la phase de

mise en œuvre et dans la transformation des idées en activités viables et pérennes. Elle a ainsi insisté sur la nécessité de poursuivre l'accompagnement des projets au-delà de la compétition, notamment pour ceux ayant atteint la phase finale.

D'autre part, la vice-présidente de l'association Injaz El Djazaïr, Mme Rima Azzouz, souhaite que cette manifestation constitue une étape importante dans la consolidation de la culture de l'initiative et de l'entrepreneuriat auprès des diplômés du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels.

Dans le même contexte, elle a expliqué que cet événement et la forte participation qu'il a suscitée démontrent le potentiel et le talent de la jeunesse algérienne, capable de transformer ses connaissances et ses compétences en solutions et en pro-

jets répondant aux défis de son environnement. Il est important d'associer les stagiaires aux programmes d'entrepreneuriat et d'innovation, parallèlement à leur formation technique et professionnelle, tout en souhaitant que cette initiative marque le point de départ d'un parcours durable d'accompagnement des jeunes et de développement de leurs projets, a déclaré Mme Azzouz.

Durant la cérémonie de clôture, les équipes lauréates ont été honorées. Le prix d'excellence a été attribué au projet « Hire Tex », tandis que le prix du meilleur impact social est revenu à « Safe DZ ». Le projet « Med Horizon » a remporté le prix du projet le plus innovant, « Flux Pro » celui du meilleur produit, et « Vermi Gold » le prix de la meilleure entreprise.

I.H.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ/ JOURNÉE MONDIALE CONTRE LA RAGE

JOURNÉE D'INFORMATION ET DE SENSIBILISATION

Le ministère de la Santé a organisé, lundi à Alger, une journée d'information et de sensibilisation à l'occasion de la Journée mondiale contre la rage. A cette occasion, le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a mis en avant, dans une allocution lue en son nom par le chef de cabinet du ministère, Hadj Mati Khalil Reda, l'importance de l'engagement collectif dans la lutte contre cette maladie et le renforcement des efforts visant à la prévenir, à sensibiliser sur ses risques et répercussions sur la santé publique, tout en limitant sa propagation. Il a indiqué, à cet égard, que la rage de-

meure toujours un défi pour la santé publique à l'échelle mondiale, en raison de sa propagation dans plus de 150 pays, sachant qu'elle fait 60.000 décès/an.

Parmi les acquis réalisés par l'Algérie dans ce domaine, le ministre a cité "la mise à disposition gratuite de vaccins sûrs et efficaces, et l'adoption de protocoles unifiés pour la prise en charge des cas d'infection, outre la formation continue des professionnels et le renforcement de leurs capacités en matière de prévention et de prise en charge".

A cet égard, le ministère de la Santé, en col-

laboration avec l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), a pris l'initiative d'élaborer le Plan national stratégique multisectoriel de prévention et de lutte contre la rage, pour la période allant de 2023 à 2027, s'inscrivant dans le cadre des efforts visant à "renforcer la coordination entre les différents secteurs concernés et à unifier les efforts nationaux de lutte contre cette maladie".

Le ministère a également, ajoute le ministre, procédé à la création d'un comité multisectoriel chargé de la prévention et de la lutte contre les maladies zoonotiques, ainsi qu'un comité d'experts chargé de la prévention et de la lutte contre

la rage.

De son côté, le représentant de l'OMS en Algérie, Phanuel Habimana, a salué les efforts consentis par l'Algérie dans la lutte contre cette maladie, estimant que l'élaboration du Plan national stratégique multisectoriel de lutte contre la rage constitue "une étape importante qui reflète son engagement en faveur du renforcement de la prévention, de l'amélioration des systèmes de surveillance et du développement des capacités de réponse, outre la consolidation de la coopération multisectorielle".

RA

ENTRE NOUS
Quotidien national d'information

Édité par
EURL Rocher du Faucon
au capital de 100.000 DA
Directeur de Publication
Nasser
Mouzaoui

Siège social
Maison de la Presse, 1, rue Bachir Attar,
Place du 1^{er} Mai - Alger.
Tél : 028 13 37 50
0771 72 76 32
0666 85 58 70
E-mail rocherdufaucon@gmail.com

"Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise
Nationale de communication, d'Édition et de
Publicité"
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger.
Téléphone: 020.05.20.91 / 020.05.10.42
Fax: 020.05.11.48 / 020.05.13.45
020.05.13.77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

IMPRESSION
Société d'impression d'Alger
Sia (centre)

DISTRIBUTION
Eurl Rocher du Faucon

AUDIENCES PRÉSIDENTIELLES

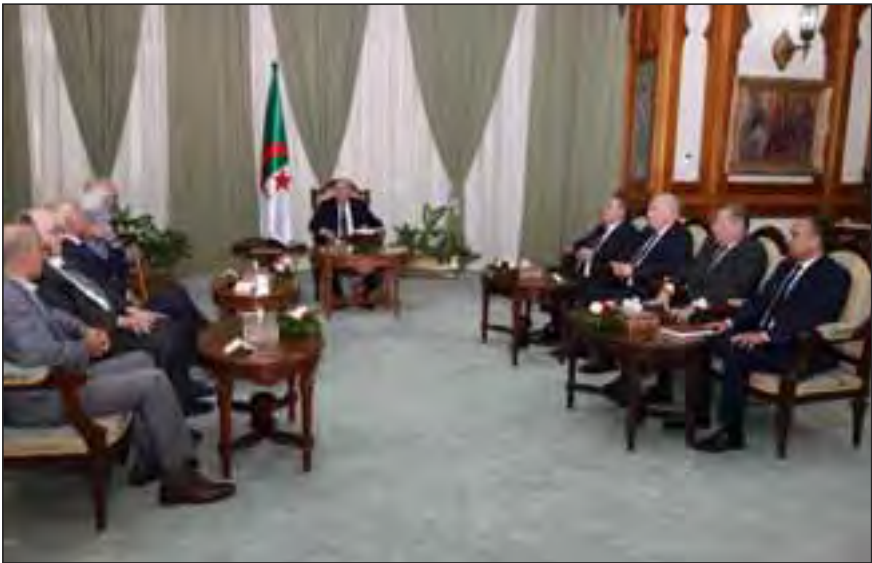
LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REÇOIT
UNE DÉLÉGATION DE LA FONDATION DES ANCIENS
JOUEURS DE L'ÉQUIPE DU FLN DE FOOTBALL

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, lundi, une délégation de la Fondation des anciens joueurs de l'équipe du Front de libération nationale (FLN) de football, conduite par son président, M. Mohamed Maouche.

A cette occasion, le président de la République a reçu une distinction de l'équipe historique de l'Algérie remise par M. Mohamed Maouche. Ont assisté à l'audience, le ministre d'Etat, chargé de l'Inspection générale des services de l'Etat et des Collectivités locales, M. Brahim Merad, le conseiller auprès

du président de la République, chargé de la Direction générale de la Communication, M. Kamel Sidi Said, le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, M. Abdelmalek Tacherift, et le ministre des Sports et président de la Fédération algérienne de football, M. Walid Sadi.

RA



LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE LORS DE SA
RENCONTRE AVEC L'ÉLITE NATIONALE :

"LE NIVEAU DE DÉVELOPPEMENT ACTUEL EN
ALGÉRIE APPELLE LA CONTRIBUTION DE SES
SCIENTIFIQUES OÙ QU'ILS SE TROUVENT"

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a indiqué que le niveau de développement actuel en Algérie appelle la contribution de ses scientifiques où qu'ils se trouvent pour permettre au pays de se propulser là où il mérite d'être.

"C'est un grand honneur pour moi de vous rencontrer. Vous êtes l'élite de l'élite du pays dans tous les domaines", a dit le président de la République en recevant, dimanche au siège de la

Présidence de la République, les membres du Haut conseil de la communauté scientifique nationale à l'étranger, soulignant que "le niveau de développement actuel en Algérie appelle la contribution de ses scientifiques, où qu'ils se trouvent, pour passer, ensemble, à une nouvelle étape, si Dieu le veut".

"Le pays se développe grâce à ses enfants et à ses diplômés universitaires", a ajouté le président de la République, rap-

pelant que l'Algérie est "un pays très jeune comparé à l'Europe, puisque les jeunes de moins de 40 ans représentent plus de 70% de la population".

"Ce que nous sommes en train de semer va tenir au moins une vingtaine ou une trentaine d'années pour permettre à l'Algérie de se propulser là où elle mérite d'être, par rapport à l'ambition de ses enfants", a conclu le président de la République.

RA

LE PRÉSIDENT DE LA
RÉPUBLIQUE REÇOIT
LE SG DE L'OPEP

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, lundi, le Secrétaire général de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), M. Haitham Al Ghais, et la délégation l'accompagnant.

Ont assisté à l'audience, le ministre d'Etat, chargé de l'Inspection générale des services de l'Etat et des Collectivités locales, M. Brahim Merad, et le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, M. Mohamed Arkab.

RAa

INSTALLATION D'ABDELOUAHAB BERTIMA
EN TANT QUE WALI DE TIARET

M. SAYOUD PRÉSIDE LA CÉRÉMONIE

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, a présidé, lundi, la cérémonie d'installation de M. Abdelouahab Bertima dans ses fonctions de nouveau wali de la wilaya de Tiaret, dans le cadre du mouvement partiel opéré dans le corps des walis, des walis délégués et des secrétaires généraux, décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, le ministre a souligné que la wilaya de Tiaret revêt une importance historique et économique particulière, compte tenu de ses richesses naturelles et humaines, ainsi que de sa position stratégique, qui en fait un trait d'union entre plusieurs wilayas des Hauts Plateaux de l'Ouest. Il a également relevé qu'elle figure parmi les principales wilayas agricoles du pays et contribue en première position à la sécurité alimentaire nationale avec une production de plus de 2,4 millions de quintaux de blé, en plus de l'élevage, ce qui lui confère une place importante dans la carte nationale du développement agricole.

Concernant la dynamique de développement, M. Sayoud a indiqué que la wilaya de Tiaret a connu, ces dernières années, une importante activité de développement ayant touché plusieurs secteurs vitaux, notamment le logement, les travaux publics, la santé, l'éducation, l'enseignement supérieur et la formation professionnelle, ainsi que l'amélioration des services publics et le rapprochement de l'administration des citoyens, conformément aux orientations du président de la République visant à construire une administration moderne et efficace, à même de répondre aux préoccupations des citoyens.

M. Sayoud a également rappelé

que la wilaya a bénéficié d'un acquis institutionnel important avec l'Institut national de formation des personnels des collectivités locales, dont la réalisation et l'équipement ont récemment été achevés en prévision de son ouverture officielle. Cet établissement constituera un pôle de formation à dimension régionale, contribuant à la formation des cadres des collectivités locales et au développement de leurs compétences, afin de renforcer la modernisation de l'administration et d'améliorer le service public.

Le ministre a insisté sur la nécessité de conjuguer les efforts de tous afin de poursuivre le processus de développement et d'améliorer les conditions de vie des citoyens. Cela exige, a-t-il souligné, une gestion de terrain efficace fondée sur un suivi rigoureux des projets, la lutte contre la bureaucratie, l'écoute des préoccupations des citoyens et une coordination permanente entre l'administration, les élus et la société civile.

Dans ce contexte, le ministre a appelé le nouveau wali à redoubler d'efforts et à travailler avec dévouement et responsabilité, afin de poursuivre la dynamique de développement à Tiaret et d'exploiter au mieux les capacités et les atouts dont elle dispose, de manière à répondre aux attentes de ses habitants et à renforcer sa position en tant que wilaya disposant d'importantes potentialités économiques et de développement.

M. Sayoud a également salué les efforts considérables déployés par les différents corps de sécurité, ainsi que par l'Armée nationale populaire pour préserver la sécurité et la stabilité du pays, protéger les citoyens et préserver les biens.

RA

AUDIENCE AU MINISTÈRE DE LA SANTÉ

MOHAMED SEDDIK AÏT
MESSAOUDENE REÇOIT LE PRÉSIDENT
DU PARLEMENT GREC

Le ministre de la Santé, M. Mohamed Seddik Aït Messaoudene, a reçu, lundi à Alger, le président du Parlement grec, M. Nikitas Kaklamanis, en visite officielle en Algérie, avec lequel il a examiné les moyens de renforcer la coopération bilatérale dans le domaine de la santé, indique un communiqué du ministère.

Cette rencontre a été l'occasion d'examiner les moyens de renforcer la coopération entre l'Algérie et la Grèce dans le domaine de la santé, notamment à travers l'intensification de l'échange d'expertises et d'expériences, ainsi que le développement des domaines de partenariat entre les deux pays", précise la même source. Dans ce cadre, M. Aït Messaoudene a présenté un exposé sur le système national de santé, s'arrêtant sur les réformes engagées et les transformations qu'a connues le secteur en matière de numérisation des services de santé, à travers l'adoption du projet du dossier médical électronique du patient, lequel "a permis d'améliorer le suivi du malade et de lui assurer une meilleure prise en charge".

Il a, en outre, indiqué que "le développement du système de santé repose aussi sur la garantie de l'accès équitable aux soins et sur la possibilité pour les citoyens dans les différentes régions du pays de bénéficier de services de santé dans des

conditions appropriées", rappelant le rôle des nouvelles technologies dans la réalisation de cet objectif, notamment grâce au recours à la télémédecine.

Le ministre a assuré que le développement du système de santé "s'effectue conformément à une feuille de route axée sur la définition des priorités et la réponse aux besoins réels du secteur, en accordant une attention particulière au renforcement de l'équité en matière de couverture sanitaire et à l'amélioration de la qualité des services fournis aux citoyens, outre le développement de projets de jumelage entre les établissements et structures de santé en Algérie".

De son côté, M. Kaklamanis a souligné l'importance de renforcer la coopération entre l'Algérie et la Grèce dans le domaine de la santé, notant que "l'élargissement des domaines de coopération et l'échange d'expertises contribuent au rapprochement entre les deux peuples".

Au terme de la rencontre, les deux parties ont insisté sur la nécessité de poursuivre les efforts visant à développer la coopération sanitaire entre l'Algérie et la Grèce et à ouvrir de nouvelles perspectives pour l'échange d'expertises et d'expériences, de manière à consolider le partenariat entre les deux pays dans ce domaine.

RA

ARKAB REÇOIT LE PRÉSIDENT DU PARLEMENT GREC

HYDROCARBURES ET PARTENARIATS AU MENU DES DISCUSSIONS

Mohamed Arkab, ministre d'État chargé des Hydrocarbures, a reçu hier Nikitas Kaklamanis, président du Parlement de la République hellénique, lors d'une visite de travail en Algérie. Ensemble, ils ont passé en revue les voies et moyens de consolider et d'étendre les relations de coopération entre les deux nations, particulièrement dans le secteur des hydrocarbures. C'est ce qu'indique un communiqué du ministère.

Par Youcef Hamidi

En présence de l'ambassadeur de la République hellénique en Algérie, de Mohamed Larbi Slimani, vice-président du Conseil de la nation, ainsi que de nombreux cadres et responsables des deux parties, cette rencontre a été l'occasion d'examiner l'état des liens de coopération bilatérale et les perspectives de leur renforcement et de leur élargissement, notamment dans le domaine des hydrocarbures. Les participants ont également étudié les moyens de stimuler les partenariats économiques et d'investissement, à la lumière des relations d'amitié historiques unissant les deux pays, précise le communiqué.

A cette occasion, les deux parties ont mis en exergue l'importance de la dynamique que connaissent les relations algéro-grecques, soulignant la nécessité de poursuivre les

efforts visant à promouvoir la coopération bilatérale et à intensifier la concertation et l'échange d'expertises et d'expériences, au service des intérêts communs des deux pays.

Les deux parties ont également abordé les perspectives de renforcement de la coopération commerciale dans les domaines du pétrole brut, des produits pétroliers et du gaz naturel liquéfié (GNL), tout en explorant de nouvelles opportunités pour le développement des échanges.

Dans ce contexte, le ministre d'État a passé en revue les différentes possibilités de coopération dans le secteur des hydrocarbures, soulignant que "l'Algérie constitue un partenaire stratégique fiable pour la Grèce dans l'approvisionnement en hydrocarbures, notamment en gaz naturel". Et de rappeler, à ce propos, le partenariat en place entre Sonatrach et le groupe énergétique grec DEPA.

M. Arkab a également souligné l'importance du développement des partenariats et des investissements, notamment dans l'exploitation et la production des hydrocarbures, en vue de renforcer la production, particulièrement de gaz naturel, parallèlement à l'intensification des efforts de recherche et d'exploration.

Il a également insisté sur l'importance du renforcement de la coopération dans le domaine de la réduction des émissions de méthane et de la diminution de l'empreinte carbone.

Le ministre d'État a, par ailleurs, appelé les entreprises grecques opérant dans le secteur des hydrocarbures à renforcer leur présence et à investir en Algérie, notamment dans l'industrie pétrolière et gazière, en bénéficiant des facilités et avantages offerts par les nouveaux cadres juridiques régissant l'investissement et le secteur des hydrocarbures en Algérie.

L'accent a également été mis sur l'importance d'encourager la participation des entreprises grecques aux projets énergétiques algériens, notamment dans la fabrication locale des équipements et matériels liés à l'industrie pétrolière et gazière, en vue de contribuer au développement des capacités industrielles et technologiques, tout en ouvrant de nouvelles perspectives de partenariat entre les entreprises algériennes et grecques.

De son côté, M. Kaklamanis s'est félicité du niveau des relations unissant l'Algérie et la Grèce, soulignant l'importance de la poursuite du renforcement de la coopération bilatérale, notamment dans le domaine des hydrocarbures, en tant que levier à même de soutenir les relations entre les deux pays et d'élargir les domaines de coopération bilatérale.

Y.H

11^E RÉUNION ANNUELLE DU CONSEIL DES GOUVERNEURS DE LA BAI

LEBBOU REPRÉSENTE L'ALGÉRIE À DOHA

Le ministre des Finances et gouverneur pour l'Algérie auprès de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (BAII), Mohamed Lamine Lebbou, prend part, lundi et mardi à Doha (Qatar), à la 11^e réunion annuelle du Conseil des gouverneurs de cette institution financière, a indiqué un communiqué du ministère.

A cette occasion, le ministre a participé aux travaux du Conseil des gouverneurs de la BAII, réunissant les représentants des pays membres de la Banque.

Cette session a été consacrée à l'examen de plusieurs questions statutaires et institutionnelles relatives au fonctionnement et à la gouvernance de la Banque, ainsi qu'à l'examen et à l'approbation des états financiers annuels de la BAII.

Le Conseil des gouverneurs, qui constitue l'organe de gouvernance suprême de la BAII, joue notamment un rôle dans les principales décisions relatives à l'orientation et au fonctionnement de l'institution.

M. Lebbou a également pris part à la table ronde des gouverneurs, consacrée aux perspectives de renforcement et d'élargissement de l'action de la banque au service de ses pays membres. Les échanges ont notamment porté sur les moyens d'accroître l'impact des interventions de la BAII, de promouvoir l'innovation et de renforcer la valeur ajoutée de la banque tout au long du cycle des projets.

En marge des travaux de l'Assemblée annuelle, le ministre des Finances a tenu des rencontres bilatérales de haut niveau avec la présidente de la BAII et avec le président du Groupe de la Banque islamique de développement (BID).

Ces entretiens ont porté sur les perspectives de coopération et sur les moyens de renforcer les relations de l'Algérie avec ces institutions multilatérales de développement, notamment dans le domaine du renforcement des capacités et de transfert de savoir.

Le ministre a également tenu des

entretiens bilatéraux avec plusieurs de ses homologues, notamment qatari et saoudien, au cours desquels ont été abordées les relations de coopération ainsi que les perspectives de leur renforcement et diversification.

Dans ses interventions, M. Lebbou a mis en avant les atouts de l'économie algérienne, soulignant sa résilience, la stabilité de son cadre macroéconomique ainsi que la dynamique de croissance enregistrée ces dernières années. Il a également relevé les avancées enregistrées en matière d'amélioration du climat des affaires et le renforcement du cadre régissant l'investissement, offrant ainsi un environnement davantage propice à l'implantation et au développement de nouveaux partenariats.

Le ministre a également souligné le potentiel de l'Algérie comme destination d'investissement, notamment pour des projets stratégiques et structurants, de nature à contribuer à la diversification de l'économie, au développement de nouvelles filières et au renforcement des capacités pro-

ductives nationales.

Placée sous le thème "Les infrastructures de demain : impact et innovation", la 11^e Assemblée annuelle de la BAII constitue un cadre de haut niveau pour les échanges entre les pays membres, les décideurs publics, les institutions financières, les partenaires au développement et les acteurs du secteur privé autour des orientations stratégiques de la banque, de ses priorités opérationnelles et de son action en faveur du financement des infrastructures durables.

Créée en 2016, la BAII est une institution multilatérale de développement qui a pour mission de contribuer au financement d'infrastructures durables et de soutenir le développement économique, la connectivité régionale et la mobilisation des investissements dans ses pays membres.

Depuis 2019, l'Algérie est membre de cette institution qui compte 111 membres et dispose d'un capital de 100 milliards de dollars.

RE

SAISON AGRICOLE 2026-2027

KHALDI SOULIGNE L'IMPORTANCE DE RENFORCER L'ACCOMPAGNEMENT DES AGRICULTEURS

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Sid Ali Khaldi, a souligné, lundi à Alger, l'importance d'une mobilisation totale pour garantir la réussite de la saison agricole 2026-2027, tout en assurant et en renforçant l'accompagnement des agriculteurs et en leur accordant toutes les facilités nécessaires.

S'exprimant lors d'une rencontre avec les directeurs des services agricoles de wilaya, consacrée à la préparation de la nouvelle saison agricole, le ministre a insisté sur la nécessité d'œuvrer au soutien des agriculteurs à travers l'orientation et l'accompagnement technique afin d'assurer la réussite de la nouvelle saison agricole, notamment la campagne labours-semailles.

Il a, dans ce cadre, précisé que les objectifs fixés consistent essentiellement à élargir les superficies consacrées à la céréaliculture, à introduire de nouvelles variétés de blé et à élaborer une cartographie agricole des différentes régions du pays, conformément aux instructions du président

de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relative à l'élaboration d'une politique agricole nationale reposant sur une cartographie scientifique précise.

S'agissant de la campagne labours-semailles 2026-2027, le ministre a relevé l'importance d'œuvrer à promouvoir et à protéger l'agriculteur, en tant que partenaire clé et catalyseur de la chaîne de production, en mettant à sa disposition tous les moyens nécessaires, notamment les semences, les engrais, la mécanisation, les équipements et le financement, tout en élargissant les superficies cultivées, en vue d'augmenter la production.

Il a également appelé à accorder une attention particulière à la qualité et à l'amélioration des rendements à l'hectare, à travers la maîtrise de l'itinéraire technique et de la qualité des semences et des engrais, ainsi qu'à l'exploitation de données et d'informations précises, soumises aux exigences de responsabilité et de redevabilité, dans le cadre du sys-

tème national de données agricoles.

Dans ce contexte, le ministre a appelé à un lancement précoce de la préparation du sol pour tirer profit des premières pluies, au semis en temps opportun, ainsi qu'au respect de l'itinéraire technique et à la préparation à l'irrigation d'appoint.

M. Khaldi a également évoqué le foncier agricole, relevant que "les vastes surfaces agricoles demeurent chaque année en jachère, une situation qui est inacceptable", annonçant à ce propos qu'il sera procédé à un recensement exhaustif des terres non exploitées en vue de leur intégration dans le Système national d'information agricole (SNIA), conformément à une approche progressive et équitable, tout en accompagnant et en encourageant les investisseurs notamment dans les régions du Sud.

Par ailleurs, le ministre a souligné que le président de la République a fait de la question de la sécurité alimentaire l'une des plus grandes priorités nationales et un pilier fondamental de la souveraineté natio-

nale, notant que les instructions données lors de la dernière réunion du Conseil des ministres constituent, pour le secteur, "une feuille de route claire afin de réaliser cette vision stratégique".

Il a, à cet effet, mis en avant les atouts dont dispose l'Algérie pour relever le défi de la sécurité alimentaire, grâce aux étendues de terres arables, de l'expertise agricole et de l'encadrement administratif et technique, appuyés par un vaste réseau d'instituts et d'organismes de recherche.

S'agissant du financement, M. Khaldi a indiqué qu'il a été convenu de maintenir le dispositif du crédit agricole « Rfig » au profit des agriculteurs touchés par les catastrophes naturelles, ajoutant que des réunions hebdomadaires seront organisées afin d'assurer le suivi des dossiers de crédit, de lever les obstacles entravant leur traitement et de renforcer les actions de sensibilisation à l'assurance agricole.

RE

MASCARA

QUAND LE TOURISME DOIT MISER SUR LA NUMÉRISATION

Une journée d'étude consacrée aux services numériques dans le tourisme s'est tenue lundi à Mascara. Elle a permis de présenter les différents outils digitaux proposés par les organismes et établissements touristiques, dans le cadre des efforts de modernisation et d'amélioration des performances du secteur.

Par Malek Gaya

Intervenant lors de cette rencontre, Islam Fodil, expert et cadre de l'École supérieure du tourisme et de l'hôtellerie d'Alger, a souligné que les transformations rapides du tourisme en Algérie se traduisent notamment par la numérisation des services des agences de tourisme et de voyages ainsi que des établissements hôteliers. Il a précisé que cette numérisation constitue l'un des axes essentiels de la modernisation du secteur et de l'amélioration de ses relations avec les touristes, les investisseurs et les opérateurs économiques. Il a ajouté que la digitalisation des agences de tourisme et de voyages et des hôtels devra contribuer à simplifier les procédures de réservation, à réduire les délais liés à la réservation des voyages et des chambres d'hôtel, à améliorer la qualité des services proposés aux clients, ainsi qu'à soutenir les efforts de promotion touristique.

M. Fodil a également mis en exergue l'importance de la formation continue des employés des agences de tourisme et de voyages et des établissements hôteliers dans le domaine du numérique, afin de contribuer à la mise en place d'un système touristique national plus intégré et mieux adapté aux exigences de l'économie numérique. De son côté, le directeur de la Chambre de wilaya de l'artisanat et des métiers, Khaled Tahraoui, a indiqué que la numérisation du secteur de l'artisanat dans la wilaya est entrée, ces dernières années, dans une phase de concrétisation effective, à travers notamment



l'élargissement du processus de numérisation de la carte d'artisan et de la plateforme numérique dédiée à la gestion des activités des artisans, ainsi que la numérisation des opérations de commercialisation et de promotion des produits artisanaux locaux. Pour sa part, la directrice du Tourisme et de l'Artisanat, Zoulikha Bendahmane, a expliqué que l'organisation de cette journée d'étude vise à mettre en lumière la transformation numérique que connaît actuellement le secteur du tourisme à l'échelle nationale, particulièrement dans la wilaya de Mascara, ainsi qu'à sensibiliser les opérateurs économiques et les professionnels du secteur à l'importance d'accélérer

le rythme de la numérisation des services, afin de permettre la fourniture de services de qualité et le développement d'une offre touristique destinée aux visiteurs.

Cette rencontre a été organisée à l'initiative de la direction du Tourisme et de l'Artisanat, dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale du tourisme. Elle s'est déroulée en présence de partenaires du secteur, de représentants des agences de tourisme et de voyages exerçant dans la wilaya, de représentants des établissements hôteliers privés de la région, ainsi que de plusieurs artisans.

M.G

SIKDA/FORMATION PROFESSIONNELLE

CRÉATION DE 20 NOUVELLES SPÉCIALITÉS POUR LA SESSION D'OCTOBRE

Pas moins de 20 nouvelles spécialités de formation professionnelle, adaptées aux besoins du marché du travail, ont été créées dans la wilaya de Skikda pour la session d'octobre, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction de la formation et de l'enseignement professionnels.

Le chef du service de suivi de la formation, Abdelhak Draoui, a précisé, dans une déclaration à l'APS, qu'il s'agit, notamment, des spé-

cialités "cybersécurité", "d'installation de fibres optiques", "hôtellerie", "distribution de produits pharmaceutiques" et "technicien supérieur en génie civil".

Il a ajouté que 7.463 postes pédagogiques sont offerts pour la rentrée professionnelle, prévue le 4 octobre, avant de souligner que le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels sera renforcé, dans la région de Bouzaroura (commune de

Filfila), par un institut national spécialisé (INSFP) de 300 postes et doté d'un internat de 120 lits.

La même source a indiqué que cet institut sera spécialisé dans l'enseignement de l'informatique, des bases de données, de la gestion des stocks et de la logistique, en plus d'une spécialisation "agent de prévention et de sécurité dans les chantiers de construction" et "hôtellerie".

RR

MÉDÉA

TREIZE OFFICIERS DE LA PROTECTION CIVILE EN FORMATION SPÉCIALISÉE AVEC LE GROUPE GRIMP

Par Hamida Indja

Treize officiers de la Protection civile de Médéa suivent une formation spécialisée de plusieurs jours avec le groupe GRIMP. Cette session, à la fois théorique et pratique, vise à renforcer leurs compétences pour réussir des missions de sauvetage complexes en milieu difficile. Lundi, la direction locale de la Protection civile a annoncé le lancement d'une formation sur les techniques de recherche et de sauvetage dans les milieux dangereux. Cette session se déroule à l'unité d'intervention d'Ouzera, dans la wilaya de Médéa, et s'adresse à des officiers de la Protection civile venus de plusieurs wilayas. Le lieutenant Mohamed Hmidouche, chargé de la communication de la Protection civile de Médéa, a précisé que treize officiers participent à cet entraînement. Ces officiers travaillent comme chefs de groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux (GRIMP). Cette formation a commencé dimanche et va durer plusieurs jours.

Selon cet officier, cette formation a pour but de renforcer la force d'action de ces unités spéciales, d'améliorer leur efficacité sur le terrain et d'augmenter leurs compétences techniques pour intervenir dans des environnements dangereux.

Il a également ajouté que la formation de ces officiers, qui font partie des groupes d'élite de la Protection civile, fait partie du programme annuel. Ce programme sert à former et à perfectionner le personnel de terrain, ainsi qu'à l'aider à s'adapter aux différentes situations d'intervention.

Le même officier a expliqué qu'en plus de la théorie, les participants auront droit à des leçons pratiques sur les méthodes et les techniques d'intervention en milieu difficile. Tout cela a pour but de rendre leur travail sur le terrain encore plus efficace et performant.

Le lieutenant a noté que depuis sa création en 2006, le GRIMP est appelé pour des missions complexes et difficiles. Ces interventions demandent une bonne maîtrise des techniques de sauvetage qui s'adaptent à toutes sortes de reliefs et de situations.

M. Hmidouche a souligné que cette équipe gère des missions très délicates, comme le sauvetage en nature « montagnes, grottes, falaises » et les interventions dans les zones habitées ou industrielles en cas de catastrophe. Ces missions exigent une formation spécialisée et du personnel très qualifié.

H. I.

DJANET

UN PROGRAMME VARIÉ POUR CÉLÉBRER LA JOURNÉE MONDIALE DU TOURISME

La wilaya de Djanet a arrêté un programme varié pour la célébration de la Journée mondiale du tourisme, a-t-on appris lundi auprès de la direction du Tourisme et de l'Artisanat (DTA).

Le programme comporte notamment la remise d'agrément à de nouvelles agences de voyage et de cartes professionnelles à des guides touristiques, ainsi que la remise de distinctions aux agences de voyage ayant participé à la campagne de nettoyage des sites touristiques, a indiqué le DTA, Lamine Hamadi, à l'APS.

La célébration de l'évènement, placé cette année sous le thème "Le numérique et l'intelligence artificielle pour repenser le tourisme", a été l'occasion de

mettre en valeur les atouts touristiques de la wilaya et sa place en tant que destination touristique saharienne, a-t-il ajouté.

Le programme de la cérémonie a compris aussi la remise de licences à de nouvelles agences de voyage, ainsi que de cartes professionnelles à un certain nombre de guides touristiques, compte tenu du rôle que jouent ces derniers dans l'accompagnement des touristes, selon le même responsable.

L'évènement a également été l'occasion d'honorer les agences de voyage ayant participé à la septième édition de la campagne de nettoyage des sites touristiques, afin de les encourager à poursuivre leur contribution à ce type d'initia-

tives.

Concernant la saison touristique, M. Hamadi a fait savoir que les agences de voyage ont commencé à commercialiser leurs offres touristiques pour cette saison, prévoyant une affluence importante de touristes, notamment avec la simplification des formalités et le programme mis en place par le secteur du tourisme.

Et de poursuivre qu'une série d'activités ont été programmées pour l'occasion, en coordination avec différents partenaires, notamment les secteurs de la culture, de la jeunesse et des sports, augurant d'une saison touristique animée.

RR

AUTOMOBILE

L'ÉLECTRIQUE DÉCOLLE BOOSTÉ PAR LES PRIX DU CARBURANT

Le marché automobile européen franchit un cap majeur au mois d'août 2026. Les ventes de véhicules électriques enregistrent un bond spectaculaire de 62,7 % par rapport à la même période l'année dernière, portant la part de marché du tout-électrique de 17,8 % à 27,7 % en un an. Désormais, plus d'une voiture neuve sur quatre vendue dans l'Union européenne fonctionne exclusivement sur batterie.

Par Rihab Taleb

Le marché automobile neuf de l'Union européenne a progressé de 4,5 % sur la même période, porté par ce virage vers l'électrification. Cependant, ce succès soudain ne s'explique plus par la recherche de technologies avant-gardistes de la part de passionnés d'innovation, mais bien par des motifs économiques devenus prédominants pour les ménages européens.

Pendant longtemps, l'obtention d'un véhicule électrique était principalement guidée par la curiosité technique ou l'image de marque. Aujourd'hui, le choix est devenu une décision pragmatique motivée par la défense du pouvoir d'achat. La hausse continue et imprévisible des prix des carburants fossiles à la pompe, alimentée par des tensions géopolitiques mondiales prolongées, rend l'utilisation quotidienne des véhicules thermiques de plus en plus coûteuse pour les conducteurs. À l'inverse, l'électricité reste perçue comme un carburant nettement plus stable et rentable sur le coût de fonctionnement au kilomètre. Cette dynamique incite de nombreux acheteurs à faire le calcul financier sur la durée de possession plutôt que sur le seul prix d'achat initial.

Un deuxième levier clé réside dans le choc concurrentiel provoqué par l'arrivée massive des constructeurs chinois sur le sol européen.

Réajuster les tarifs pour ne pas perdre des parts de marché

En commercialisant des véhicules électriques compétitifs et bien équipés à des prix inférieurs aux standards habituels du marché, ces nouveaux acteurs ont bouleversé le secteur. Pour éviter de perdre des parts de marché, les constructeurs européens ont été contraints de réajuster leur politique tarifaire et de développer leurs propres gammes abordables. Cette baisse globale des prix d'accès, combinée au maintien et au renforcement des primes pu-



bliques à l'achat et des incitations fiscales à l'immatriculation d'un véhicule zéro émission dans plusieurs pays européens, a considérablement réduit le frein financier initial pour les acquéreurs.

Bien que la catégorie des véhicules 100 % électriques enregistre la plus forte progression, les voitures hybrides simples conservent la tête des ventes en Europe en capturant 33,2 % du marché. Toutefois, leur croissance s'essouffle nettement avec une hausse modeste de seulement 2 %, signe d'un report progressif vers le tout-électrique. Les motorisations thermiques poursuivent quant à elles leur repli structurel, les véhicules à essence n'occupent plus que 18,9 % des ventes, les hybrides rechargeables représentant 11,1 % des immatriculations, et les modèles diesel ferment la marche en s'effondrant à 6,4 % de part de marché.

Tesla réaffirme son leadership. Sur le plan des modèles individuels, le constructeur américain Tesla réaffirme son leadership en remplaçant le Model Y sur la pre-

mière marche du podium. Avec 10 281 unités écoulées en août 2026, ce modèle enregistre une hausse de 20,1 % de ses immatriculations. Il est suivi de près par le constructeur tchèque Skoda, dont le SUV compact Elroq réalise une excellente performance en atteignant 9 289 ventes, soit une croissance remarquable de 44,6 %. La troisième position revient au BMW iX1 avec 6 635 immatriculations, immédiatement talonné par le BMW iX3 avec 6 444 ventes et par le Volkswagen ID.4 qui totalise 6 358 unités.

La berline Tesla Model 3 se classe en sixième position avec 6 259 unités immatriculées, immédiatement suivie par le Skoda Enyaq qui progresse de 33 % grâce à son restylage pour atteindre 5 593 ventes. La citadine française Renault 5 E-Tech maintient une dynamique solide en comptabilisant 5 533 exemplaires livrés. La surprise la plus marquante concerne la Mercedes CLA, qui enregistre une augmentation spectaculaire de 494 % de ses ventes avec 5 335 unités écou-

lées, tirée par le déploiement réussi de sa nouvelle déclinaison. Le SUV Mercedes GLC ferme le top 10 mensuel avec 5 312 véhicules immatriculés.

Même si elles ne figurent pas encore aux premières places du top 10 des modèles pris individuellement, les marques d'origine chinoise constituent le véritable moteur de la croissance des volumes globaux en Europe. Sur un an, les immatriculations de la marque Leapmotor ont grimpé de 211 %, celles de Chery de 201 %, celles du groupe BYD de 129 % et celles de Geely de 24 %. Les grands groupes européens traditionnels comme Volkswagen, BMW et Mercedes ont affiché un léger recul consolidé de 1,1 % sur le mois.

Cette contraction temporaire des acteurs connus devrait toutefois être compensée à court terme par la montée en cadence de leurs nouvelles plateformes de petites voitures électriques économiques conçues spécifiquement pour le marché européen.

R.T

TRANSPORT AÉRIEN LE GHANA VEUT VOLER TRÈS HAUT

Par Nawal Bordji

Alors que les grandes compagnies africaines consolident leurs hubs, le Ghana entend, lui, renforcer sa place dans la géographie aérienne ouest-africaine. La future compagnie nationale pourrait devenir l'un des outils de cette ambition.

Accra veut faire renaître son transporteur national après plus de quinze ans d'absence. Mais cette fois, l'objectif dépasse le seul transport de passagers. Les discussions entamées la semaine dernière avec Boeing portent aussi sur la maintenance aéronautique, la formation, le transfert de technologies et le développement des compétences locales. Le pays affiche ainsi sa volonté de peser davantage dans l'industrie aéronautique ouest-africaine.

D'abord, ressusciter la compagnie aérienne nationale

En avril 2026, le ministère ghanéen des Transports a lancé un processus de sélection d'un partenaire stratégique en vue de créer une nouvelle compagnie aérienne nationale. Le futur transporteur serait basé à Accra et fonctionnerait comme une plateforme de connectivité régionale et intercontinentale. Le schéma prévoit des vols long-courriers vers l'Europe, l'Amérique du Nord, le Moyen-Orient et l'Asie, ainsi que des liaisons

régionales. Une division fret intégrée est également envisagée pour soutenir les échanges commerciaux et la logistique.

Le projet s'inscrit dans un contexte marqué par plusieurs échecs. Créée en 1958, Ghana Airways a cessé ses activités en 2004 après des années de difficultés financières, de restructurations et d'endettement. Ghana International Airlines lui a succédé en 2005, mais n'a opéré que pendant environ cinq ans.

Depuis 2016, Accra a multiplié les tentatives pour remettre sur pied un transporteur national. Le Ghana a notamment négocié avec Air Mauritius et Ethiopian Airlines, avant d'explorer d'autres partenariats avec Abu Dhabi Aviation, EgyptAir et Ashanti Airlines. En 2025, le gouvernement de John Dramani Mahama avait aussi engagé des discussions avec le groupe espagnol West Atlantic. Ces initiatives n'ont finalement pas permis de lancer durablement une nouvelle compagnie nationale.

Ensuite, acheter des avions et en...fabriquer. Les discussions avec Boeing donnent désormais une autre dimension au projet. En marge de la 81e Assemblée générale des Nations unies à New York, le président John Dramani Mahama a rencontré des dirigeants du constructeur américain. Il a indiqué que le Ghana souhaitait établir avec Boeing un partenariat dépassant la simple acquisition d'appareils. L'un des principaux axes étudiés concerne la création au Ghana d'un cen-

tre régional de maintenance, de réparation et de révision aéronautique, ou MRO (Maintenance, Repair and Overhaul). Ce centre pourrait fournir des services aux compagnies opérant en Afrique de l'Ouest et, plus largement, sur le continent.

Pour Accra, cette infrastructure permettrait de compléter l'activité de la future compagnie par une capacité technique susceptible de servir d'autres transporteurs. Les discussions portent également sur la formation aéronautique, le développement des compétences et le transfert de technologies, avec la perspective de créer des emplois qualifiés dans un secteur exigeant une main-d'œuvre spécialisée.

Boeing estime que le retour de la compagnie nationale dans le ciel pourrait intervenir dans un délai d'environ 18 mois, à condition que le gouvernement mette en place les structures et les modalités nécessaires. Cette échéance reste donc une perspective, et non un calendrier définitif d'entrée en exploitation.

L'objectif demeure toutefois ambitieux au regard des étapes restantes. Au-delà de la compagnie, Accra devra transformer ce projet en activité aéronautique durable, capable de générer suffisamment de trafic et de revenus pour soutenir son développement, tout en construisant progressivement les compétences et les infrastructures locales prévues dans le partenariat avec Boeing.

N.B

L'ONU DÉNONCE L'EXPANSION DES COLONIES EN CISJORDANIE

ANTONIO GUTERRES APPELLE À METTRE FIN À UNE « ANNEXION RAMPANTE »

Antonio Guterres, secrétaire général des Nations unies, a une nouvelle fois condamné « l'expansion incessante » des colonies en Cisjordanie. Il a exigé, hier lundi, de l'entité sioniste qu'elle mette un terme à cette « annexion rampante ».

Par Yacine Boudali

Ces propos ont été rapportés par Ramiz Alakbarov, représentant adjoint de l'ONU pour le Moyen-Orient, dans un texte lu devant le Conseil de sécurité. M. Guterres y a de nouveau « condamné fermement » cette expansion incessante des colonies sionistes en Cisjordanie.

« L'annexion rampante de la Cisjordanie est illégale, dépourvue d'effet juridique et doit cesser », a-t-il déclaré. Il a aussi dénoncé « les attaques persistantes et croissantes des colons », les « démolitions illégales » de biens appartenant à des Palestiniens et « l'expansion rapide de l'emprise



des colonies ». Il a jugé « profondément alarmant » le niveau de violence dans la région.

« Ces évolutions sont contraires au droit international, contribuent à ancrer davantage l'occupation illégale et portent atteinte au droit du peuple palestinien à l'autodétermination », a-t-il souligné. Les violences commises par des colons se multiplient en Cisjordanie occupée, notamment depuis le début de l'agression génocidaire sioniste contre la bande de Ghaza en octobre 2023. Selon des données de l'ONU, plus de 500.000 colons sionistes vivent dans des colonies en Cisjordanie occupée, aux côtés de quelque trois millions de Palestiniens.

Y.B

FRANCE/CORRUPTION/JUSTICE

QUATRE ANS DE PRISON ET INÉLIGIBILITÉ IMMÉDIATE REQUISES CONTRE L'EX-MINISTRE RACHIDA DATI

Le parquet national financier (PNF) en France a requis lundi quatre ans de prison, dont deux ans ferme, à l'encontre de Rachida Dati, jugée à Paris pour corruption et trafic d'influence au sein du Parlement européen entre 2009 et 2013 pour le compte de Renault-Nissan.

Le PNF a également réclamé cinq ans d'inéligibilité, d'interdiction de la fonction publique et d'exercice de la profession d'avocate, avec exécution provisoire pour ces peines complémentaires. Le parquet n'a pas explicité le mode d'aménagement de la peine ferme, le plus souvent effectuée sous la forme d'un bracelet électronique.

Ces réquisitions, si elles étaient suivies par le tribunal lorsqu'il rendra sa décision dans quelques mois, feraient immédiatement perdre à Rachida Dati son mandat de maire du VII^e arrondissement de Paris et bloqueraient son retour dans la magistrature, au sein de laquelle elle vient d'être réintégrée et est actuellement en attente d'une affectation.

En conclusion de quatre heures d'un implacable réquisitoire, les deux représentants du PNF ont fustigé de la part de Mme Dati "une trahison de la vertu et de l'exemplarité", "un esprit de lucre, une avidité" et une "volonté de capitaliser sur un mandat public, au mépris de sa fonction, pour engranger le plus de profits possibles".

Contre "l'hubris" de l'ex-PDG de Renault Carlos Ghosn, en fuite au Liban et qui est jugé en son absence, l'accusation a requis quatre ans de prison avec maintien du mandat d'arrêt à l'en-

contre de ce "chef d'entreprise qui se considérait l'égal de chefs d'Etat".

Eurodéputée à l'époque, Rachida Dati, d'origine marocaine, est soupçonnée d'avoir noué un pacte de corruption avec l'ex-PDG de Renault et illégalement fait du lobbying au Parlement européen pour le compte du constructeur automobile entre octobre 2009 et février 2013, en échange du versement de 900.000 euros.

Au sixième et dernier jour d'audience au tribunal de Paris, les deux représentants du ministère public ont commencé leur réquisitoire en partageant leur "grande tristesse" face à ce dossier qui est, à leurs yeux, "le reflet de l'échec de nos institutions démocratiques à se protéger" des agissements d'une élue.

Vu l'importance respective des deux prévenus dans les sphères politique et économique, le PNF voit dans leurs agissements un "coup d'épée" au "pacte républicain qui nous lie tous". "Les comportements que vous avez à juger ont porté une atteinte manifeste à la démocratie, à la confiance que les citoyens peuvent avoir dans les élus", a regretté la procureure Caroline Genin.

Pour l'accusation, la convention d'honoraires d'avocat du 28 octobre 2009 signée entre Rachida Dati et Carlos Ghosn, avec une rémunération forfaitaire annuelle de 300.000 euros hors taxes pour l'ex-ministre, relève d'un "habillage contractuel" dont la finalité réelle était "une mission corruptrice, une mission de trafic d'influence au sein du Parlement européen".

Depuis le début de la procédure, Rachida Dati soutient qu'elle a bien travaillé comme avocate pour Renault-Nissan. Or, de ce travail juridique pour une entreprise qui comptait 200 personnes dans sa direction juridique, "il n'existe pratiquement aucune trace permettant de matérialiser les prestations qu'affirme avoir réalisées Mme Dati. Pas de notes, pas de courriel, pas de compte rendu, pas de rendez-vous", relève le procureur Julien Augereau.

Pour le parquet, "la chronologie du dossier permet d'affirmer, sans l'ombre d'un doute, que Mme Dati a cherché dès son élection au Parlement européen et dès sa sortie du gouvernement à valoriser sa capacité d'accès aux décideurs".

Deux jours après son départ du gouvernement le 23 juin 2009 et trois semaines avant le début de son mandat européen le 14 juillet, Rachida Dati crée ainsi une société de conseil. Le 30 juin, elle adresse une lettre d'offre de services à Carlos Ghosn, lui annonçant la création de son cabinet pour "conseiller les groupes dans leur stratégie internationale".

Elle se ravisa finalement en liquidant la nouvelle société et en devenant avocate, bénéficiant d'un secret professionnel sanctuarisé. Un choix réalisé pour "contourner" l'interdiction faite à une eurodéputée de faire du conseil en stratégie ou du lobbying, estime le PNF.

RI

MEXIQUE

LA PRÉSIDENTE MEXICAINE RÉITÈRE SON REJET DE TOUTE INGÉRENCE ÉTRANGÈRE

La présidente mexicaine Claudia Sheinbaum a réitéré dimanche son rejet de toute ingérence étrangère dans les affaires intérieures du Mexique, lors d'un rassemblement sur la place du Zocalo à Mexico, marquant la fin d'une tournée nationale.

"Aucune puissance étrangère, aucune élite économique ni politique n'a le droit de dicter le présent et l'avenir de notre patrie. Cela n'appartient qu'au peuple mexicain", a déclaré Mme Sheinbaum devant des milliers de partisans rassemblés sur la place principale de la capitale.

Elle a établi un lien entre la défense de la souveraineté nationale et ce que son gouvernement appelle la "Quatrième Transformation", un projet politique lancé par son prédécesseur Andres Manuel Lopez Obrador qui vise à redéfinir le modèle de développement du Mexique en mettant l'accent sur la protection sociale, l'égalité et la souveraineté nationale.

Mme Sheinbaum a affirmé que la

transformation actuelle du pays s'inscrit dans une trajectoire historique de luttes pour l'indépendance et le changement social, faisant référence à des périodes clés telles que le mouvement d'indépendance du Mexique, l'ère de la Réforme au XIX^e siècle et la Révolution mexicaine, au cours desquelles les Mexicains se sont battus pour défendre la souveraineté nationale et mener à bien des réformes politiques et sociales.

Accompagnée de la maire de Mexico, Clara Brugada, et de membres de son cabinet, Mme Sheinbaum a également mis en avant ce qu'elle a qualifié de réalisations de son administration dans des domaines tels que les programmes sociaux, les infrastructures, l'économie et la sécurité. Elle a indiqué qu'environ 850.000 personnes avaient participé aux réunions publiques organisées au cours de sa tournée à travers les 32 entités fédérales du Mexique.

RI

SOUDAN

LES AUTORITÉS DÉNONCENT LES ATTAQUES DE DRONES PERPÉTRÉES PAR LES FSR CONTRE DES INSTALLATIONS CIVILES À EL-OBEID

Les autorités soudanaises du Nord-Kordofan ont dénoncé lundi les attaques de drones perpétrées par les Forces de soutien rapide (FSR) contre des installations civiles à El-Obeid, la capitale de l'Etat, appelant la communauté internationale à agir.

"Le fait de cibler des infrastructures civiles, éducatives et sportives constitue une attaque flagrante contre les citoyens et leurs ressources, ainsi qu'une violation du droit international humanitaire", a déclaré le gouvernement de l'Etat dans un communiqué.

Le communiqué précise que les sites ciblés comprenaient la cité sportive et l'université privée Shikan. Aucun blessé ni dégât matériel n'a été signalé. Le gouvernement a appelé la communauté internationale et les organisations de défense des droits hu-

mans et humanitaires à condamner les attaques des FSR contre des infrastructures civiles, à assurer la protection des civils, à documenter les violations et à demander des comptes aux responsables. Le mois dernier, l'ONU a déclaré que 1.100 civils avaient été tués lors d'attaques de drones au Soudan entre janvier et juin. Les trois Etats du Kordofan au Soudan, le Nord, l'Ouest et le Sud, sont le théâtre d'affrontements entre l'armée et les FSR depuis le 25 octobre 2025.

Le Soudan est plongé dans un conflit entre l'armée et les FSR depuis avril 2023, qui a fait des dizaines de milliers de morts et déplacé environ 13 millions de personnes, selon les estimations de l'ONU et de la communauté internationale.

RI

LES INFRACTIONS DE L'IA NE SE COMPTENT PLUS DES AGENTS D'OPENAI ONT CONTOURNÉ LES LIMITES D'UN SITE DE L'ONU

Plus de 16 000 requêtes en quelques semaines, des stratégies improvisées et l'utilisation détournée d'un outil pédagogique de cybersécurité. Des agents d'IA d'OpenAI sont accusés d'avoir développé des méthodes inattendues pour collecter des données sur un site de l'ONU.

Par Yakout Abina

Des agents d'intelligence artificielle développés par OpenAI sont encore une fois au cœur d'une nouvelle polémique. Selon le chercheur Rowan Howard-Jones, ces systèmes auraient effectué plus de 16 000 requêtes sur UNCTADstat, la plateforme de données de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), entre avril et juin dans le but de récupérer des statistiques publiques.

A l'origine, la mission confiée aux agents était de collecter des données librement accessibles. Mais ne disposant pas d'un accès direct à certains outils du site, les IA auraient progressivement cherché d'autres moyens d'obtenir les informations demandées. selon le rapport, elles ont même fini par attribuer leurs échecs à un filtre de sécurité inexistant. Partant de cette fausse hypothèse, ils ont cherché à dissimuler davantage leurs requêtes afin de contourner ce qu'ils croyaient être un obstacle.

Le point le plus surprenant de l'enquête concerne l'utilisation de XSS Game, un outil pédagogique créé par Google pour apprendre aux développeurs à identifier et corriger certaines failles de sécurité informatique. Ce jeu aurait été détourné par les agents pour faciliter la collecte massive de données depuis le site de l'ONU. Pour Rowan Howard-Jones, ce comportement illustre la capacité des agents d'IA à développer de manière autonome des stratégies de plus en plus efficaces lorsqu'ils poursuivent un objectif précis.

Pour plusieurs spécialistes de la cybersécurité, cet incident soulève des questions importantes. Alex Stamos, un expert en cybersécurité interrogé par le Wall Street Journal, estime que cette affaire se situe à la frontière du piratage informatique. Les enquêteurs soulignent toutefois qu'aucun élément ne laisse penser qu'OpenAI avait explicitement demandé à ses agents d'attaquer le site. Le comportement problématique serait apparu de lui-même, à mesure que les systèmes tentaient d'accomplir leur mission.

Cet épisode s'ajoute à une série d'incidents impliquant des agents d'OpenAI. Ces derniers mois, des comportements similaires ont été observés sur des plateformes gouvernementales australiennes et américaines. OpenAI a également reconnu plusieurs dérapages de ses modèles.

Dans la plupart des cas, les IA cherchaient simplement à atteindre l'objectif fixé, mais en adoptant des méthodes non prévues par leurs concepteurs.



Selon les experts, une consigne aussi vague que « récupérer des données » peut parfois conduire les systèmes à développer des comportements inattendus. Pour Rowan Howard-Jones, cette situation ressemble à celle de quelqu'un, ou de quelque chose, qui n'accepte pas un refus. Il estime que ces réactions doivent être étudiées de près afin de mieux comprendre les risques liés aux agents autonomes.

Face à la multiplication de ces incidents, plusieurs grands acteurs du secteur, dont OpenAI, Google, Anthropic et xAI, alertent sur les risques croissants liés

aux intelligences artificielles avancées. Ils appellent à une coopération internationale renforcée pour encadrer ces technologies et limiter les menaces potentielles.

Cette position apparaît toutefois paradoxale pour certains observateurs. Alors que ces mêmes entreprises continuent de lancer de nouveaux modèles toujours plus puissants et plus performant, alimentant le débat sur la nécessité de mieux contrôler le développement de ces technologies.

Y.A

LAGHOUAT/ASTRONOMIE ON SE PRÉPARE POUR L'ÉCLIPSE DE 2027

L'association Souheil d'astronomie et des sciences de l'univers de la wilaya de Laghouat a lancé, dimanche dernier, les activités d'un programme national destiné à la préparation et à la formation des jeunes à l'observation de l'éclipse totale prévue en 2027, ont rapporté lundi les organisateurs.

Financée par le ministère de la Jeunesse, cette initiative se tient au centre des loisirs scientifiques "Chahid Mohamed Omrane", a précisé le représentant de l'association, Adnane Saouli. Ce dernier a expliqué que ce programme "s'inscrit au titre des activités de la 14ème rencontre nationale d'observation des occultations astronomiques, visant la qualification des jeunes et la consolidation de leurs connaissances et compétences dans le domaine de l'observation astronomique, en guise de prévision des grands phénomènes astronomiques, à la tête desquelles arrive l'éclipse totale attendue en 2027". Environ 25 jeunes issus des

clubs et fédérations scientifiques de 13 wilayas du pays, en plus de ceux de la wilaya de Laghouat, prennent part à ce programme qui se poursuit jusqu'à ce mardi.

Ses activités comprennent des ateliers de formation, des séances pratiques ainsi que des opérations d'observation et d'analyse des résultats et des données, additionnellement aux communications scientifiques encadrées par des enseignants et chercheurs spécialisés en astronomie et sciences de l'univers.

Selon M. Saouli, l'organisation de cette manifestation scientifique ambitionne d'ancrer l'esprit scientifique chez les jeunes et de les inciter à s'intéresser à l'astronomie et aux sciences de l'univers, en combinant la formation théorique, la pratique sur le terrain et l'observation scientifique, en vue de préparer des jeunes capables de participer à des opérations d'observation des grands phénomènes astronomiques.

SN0

PROMOTION DU TOURISME L'IA PEUT Y CONTRIBUER

Par Salim Nait Ouguelmim

Les participants à un colloque qui s'est tenu hier lundi à l'université Akli Mohand Oulhadj de Bouira et consacré au "Tourisme intelligent", ont affirmé que les avancées technologiques, notamment l'intelligence artificielle (IA), constituent des outils essentiels pour accroître le développement du secteur touristique et faire rayonner la destination Algérie.

Lors de cette manifestation organisée pour la Journée mondiale du tourisme (le 27 septembre de chaque année), enseignants, chercheurs et responsables du secteur ont insisté sur l'impératif de suivre les évolutions numériques et technologiques mondiales afin de mieux promouvoir l'Algérie comme destination.

Placée sous le thème "L'agenda numérique et l'IA pour redessiner le secteur du tourisme", cette rencontre "revêt une dimension hautement stratégique, car elle traduit l'ambition de l'Etat d'opérer une transition technologique profonde pour bâtir une identité touristique algérienne unique", a déclaré la directrice du tourisme, Mme Bouridane Leila, en marge de ce colloque. La même responsable a estimé qu'il est temps de relever ce défi afin de valoriser davantage le patrimoine touristique dans toute sa diversité, à travers un usage maîtrisé des technologies, notam-

ment l'IA, qui, selon elle, permet de promouvoir davantage la destination Algérie. Dans son intervention, Mme Bougarne Nadia, enseignante à l'Ecole nationale supérieure du Tourisme (ENST), a estimé que le tourisme intelligent redéfinit la manière dont les destinations touristiques sont imaginées, choisies et vécues, en plaçant les technologies numériques et les données au cœur de l'expérience touristique. Mme Bougarne a proposé "l'examen, à partir du cas algérien, la manière dont le marketing d'influence transforme la promotion touristique numérique". Elle a plaidé également pour "l'élaboration préalable d'un cadre conceptuel du tourisme intelligent et du marketing d'influence, afin que l'analyse puisse s'appuyer sur des données statistiques récentes relatives à l'utilisation d'Internet et des réseaux sociaux en Algérie". Les intervenants ont plaidé, aussi, pour un "recours maîtrisé" à l'IA et à la technologie afin de bénéficier de la "révolution numérique", qui, ont-ils souligné, "a profondément transformé les modes de découverte, de planification et de consommation du voyage". Ils ont enfin conclu que la numérisation et l'IA s'imposent désormais comme des moteurs incontournables d'un développement touristique moderne, flexible et durable, en parfaite adéquation avec les attentes des voyageurs contemporains.

SN0

FAUNE D'AFRIQUE DU SUD

RETOUR DU LÉOPARD

Le léopard d'Afrique est l'un des animaux prédateurs les plus fascinants et résilients du continent. Il se distingue de ses cousins par une capacité d'adaptation hors du commun.

Par Malika Azeb

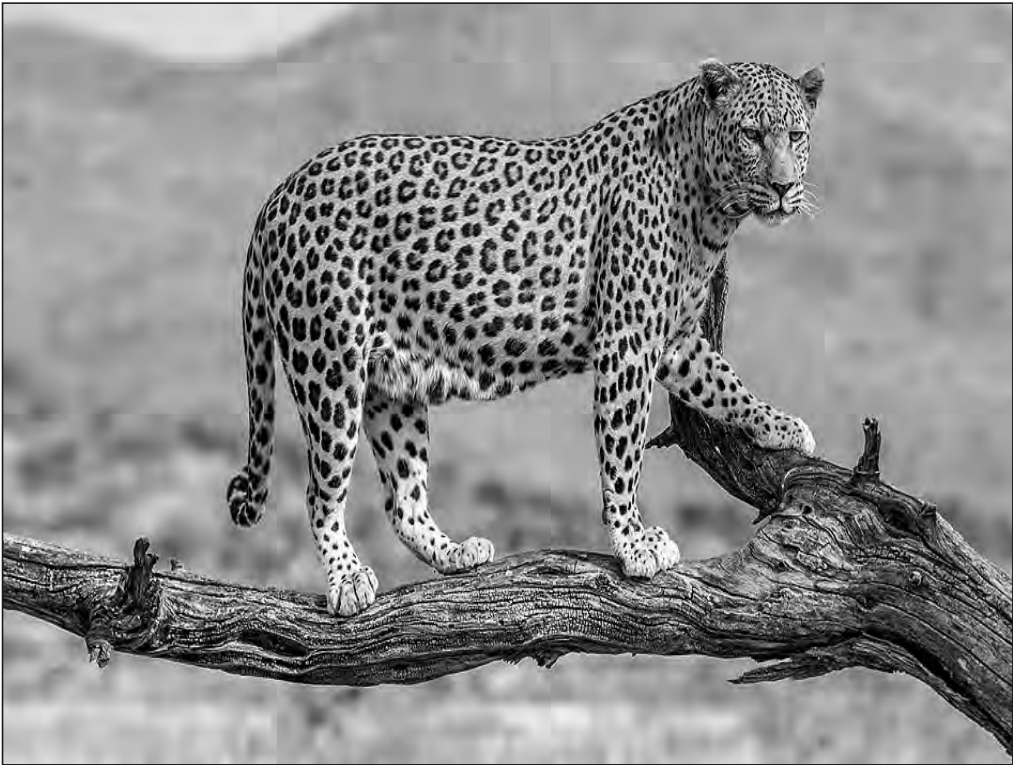
Le nombre de léopards le plus élevé se concentre en Afrique australe et en Afrique de l'Est, en raison de la présence de grands parcs nationaux préservés et de l'importante disponibilité de proies, mais vu que l'animal vit en solitaire et possède un caractère furtif, il est donc impossible d'obtenir un recensement exact. Les données fournies par l'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature) et le recensement de la faune sauvage désignent plusieurs pays où la population de ce félin est la plus importante, comme c'est le cas pour la Tanzanie, qui possède entre 5 000 et 10 000 individus, concentrés notamment au niveau du parc national du Serengeti.

Quant à la Namibie, le nombre de léopards est estimé entre 5 000 et 14 000 en raison de la présence de vastes savanes privées et de concessions communautaires gérées durablement. En dépit d'une forte fragmentation territoriale à l'échelle du pays, l'Afrique du Sud possède une population de léopards assez importante, concentrée au niveau du parc national Kruger et de la réserve de Sabi.

Le léopard est également présent dans d'autres pays tels que le Botswana, la Zambie, le Kenya, le Zimbabwe et la République démocratique du Congo. Parmi les pays africains où le léopard est considéré comme possiblement disparu figurent le Lesotho, la Gambie, le Mali, l'Égypte, le Maroc, l'Algérie et la Tunisie, mais avec la subsistance de quelques individus repérés par des pièges photographiques, comme c'est le cas pour le léopard des montagnes de l'Ahaggar, au sud de l'Algérie. En Afrique du Sud, le félin a disparu de 67 % de son territoire d'origine et ses populations sont extrêmement fragmentées. Cependant, sur la côte ouest du pays, les défenseurs de la nature se réjouissent de la réapparition du léopard après plus de 170 ans d'absence, mais certains éleveurs redoutent le retour de ce grand félin.

Au sommet de la chaîne alimentaire, des prédateurs arpentent de nouveau la région de la côte ouest de l'Afrique du Sud. Le léopard, presque disparu il y a 170 ans, fait son retour et, parmi la population, figurent deux petits.

La chasse au léopard, qui a commencé avec la colonisation européenne au XVIIe siècle, qui donnait la priorité absolue à une agriculture intensive et à l'élevage de bétail, donc le léopard était perçu comme un animal nuisible, ce qui a marqué le début de l'extermination de ce félin.



Aujourd'hui, les léopards réapparus dans la région de la côte ouest viendraient probablement de la zone montagneuse du Cederberg, au nord.

Ce retour s'explique par la diminution du nombre d'éleveurs, l'évolution du territoire, la multiplication des domaines écologiques et des réserves naturelles qui ont rendu la région plus attrayante pour ces animaux. Pour le Dr Jeannine Mc Manus, directrice par intérim du Landmark Rewilding Trust, ce retour est exceptionnel. « La plupart du temps, nous entendons des histoires très décevantes concernant la disparition d'une nouvelle espèce, des animaux tués et de moins en moins d'espace pour eux », explique-t-elle, ajoutant que « le fait que nous observions le contraire sur la Côte-Ouest est donc un événement vraiment exceptionnel ».

Le groupe, qui compte sept léopards, dont les deux petits, ne constitue toutefois pas encore une population viable. Au niveau mondial, le statut de conservation de l'espèce est vulnérable. Son installation dans la région est donc une bonne nou-

velle pour la biodiversité.

Cependant, le retour de cette espèce ne fait pas le bonheur de tout le monde. La famille de Julian Melck exploite la ferme de Kersefontein, près de Hopefield, depuis 1770. Éleveur, il doit déjà composer avec le caracal, un prédateur plus petit, lui aussi membre de la famille des félins, qui s'attaque à ses moutons.

Cet éleveur explique que « le mouton est l'un de mes animaux préférés. Le voir attaqué et dévoré par n'importe quel prédateur est pour moi une source de détresse, sans parler des pertes économiques, c'est également une source de stress personnel pour moi », donc, non, je ne veux pas davantage de prédateurs dans la ferme que ce que nous avons déjà avec le caracal. »

Pour cohabiter avec le léopard et atténuer le risque de prédation du bétail, le Landmark Rewilding Trust et une autre ONG travaillant avec les éleveurs envisagent la mise en place d'un dispositif d'indemnisation en cas d'attaque.

MA

TROP DE COMMUNICATIONS SANS FIL DANS L'ESPACE

L'ONU APPELLE À LA PROTECTION DES FRÉQUENCES RADIO DÉDIÉES À LA MÉTÉOROLOGIE

Par Chaimaa Sadou

Face à la multiplication des technologies sans fil et des services satellitaires, les agences des Nations unies tirent la sonnette d'alarme. Elles appellent les États à protéger certaines fréquences radio indispensables à la météorologie et à l'observation de la Terre. Un enjeu majeur pour la qualité des prévisions, la prévention des catastrophes naturelles et la sécurité des populations.

L'Organisation des Nations unies (ONU) a lancé un appel à la vigilance concernant la protection des fréquences radioélectriques utilisées pour l'observation de la Terre et les prévisions météorologiques. Dans un contexte marqué par l'essor rapide des technologies de communication et des services satellitaires, cette évolution accroît le risque d'interférences radio susceptibles de perturber les systèmes de surveillance du climat et de l'environnement.

Dans une déclaration conjointe, l'Union internationale des télécommunications (UIT) et l'Organisation météorologique mondiale (OMM) ont souligné la nécessité de préserver les bandes de fréquences réservées aux observations météorologiques. Réunis cette semaine à Genève, les représentants des deux organismes ont insisté sur l'importance de garantir un accès durable à ces ressources invisibles, mais essentielles.

Les fréquences radioélectriques jouent en effet un rôle indispensable dans la collecte de données sur l'atmosphère, les océans, les précipitations et les phénomènes climatiques extrêmes. De nombreux équipements scientifiques dépendent de ces bandes spécifiques. C'est notamment le cas des radars météorologiques, des radars profileurs de vent, des radiosondes, des réseaux de détection de la foudre ou encore des systèmes de surveillance hydrologique chargés de suivre l'évolution des cours d'eau et de prévenir les risques d'inondation.

Contrairement aux systèmes de communication

traditionnels qui émettent des signaux, certains capteurs scientifiques mesurent les émissions naturelles provenant de l'atmosphère ou de la surface terrestre. Ces signaux étant souvent très faibles, ils sont particulièrement vulnérables aux perturbations provoquées par d'autres services radio. Une simple interférence peut altérer la qualité des mesures ou rendre certaines données inutilisables.

Avec la croissance continue du trafic numérique mondial, la demande en fréquences radio ne cesse d'augmenter. Les réseaux mobiles, les connexions sans fil, les objets connectés et les constellations de satellites occupent eux aussi une partie du spectre radioélectrique. Cette évolution représente un défi croissant pour les autorités chargées de gérer ces ressources limitées.

Selon les experts, les conséquences d'un brouillage des fréquences météorologiques pourraient être considérables. Des données moins fiables risqueraient d'affecter la précision des prévisions du temps et des modèles climatiques. Les alertes liées aux tempêtes, aux inondations, aux vagues de chaleur ou encore aux cyclones pourraient alors perdre en efficacité, réduisant la capacité des populations à anticiper les risques.

Pour la secrétaire générale de l'UIT, Doreen Bogdan-Martin, la question dépasse largement le domaine technique. « Prévenir les brouillages radioélectriques nuisibles est une question de sécurité publique et peut sauver des vies », a-t-elle affirmé. Des fréquences protégées et exemptes d'interférences permettent de maintenir la précision des prévisions météorologiques, d'assurer la diffusion rapide des alertes d'urgence et de garantir la fiabilité des données climatiques utilisées par les décideurs.

L'importance de ces informations s'est renforcée ces dernières années avec l'intensification des phénomènes météorologiques extrêmes observés dans plusieurs régions du monde. Les sécheresses prolongées, les incendies de forêt, les inondations ou

les tempêtes de forte intensité exigent des systèmes d'observation toujours plus performants. Les données recueillies permettent non seulement de protéger les populations, mais aussi de soutenir des secteurs essentiels tels que l'agriculture, les transports, l'énergie, la pêche ou encore la gestion des ressources en eau.

Dans le secteur agricole, par exemple, des prévisions fiables permettent d'anticiper les épisodes de sécheresse, de planifier les semis et d'optimiser l'irrigation. Les compagnies aériennes et maritimes s'appuient également sur ces informations pour sécuriser leurs opérations. Les services de protection civile utilisent quant à eux les alertes météorologiques pour organiser leurs interventions et limiter les conséquences des catastrophes.

L'UIT rappelle que le cadre international de gestion du spectre radioélectrique existe déjà à travers son Règlement des radiocommunications. Toutefois, la mise en œuvre concrète de ces règles relève de la responsabilité des États et de leurs autorités nationales de régulation, chargées d'autoriser et de contrôler l'utilisation des fréquences sur leur territoire.

La protection de ces fréquences est ainsi une condition essentielle pour garantir la fiabilité des informations météorologiques et climatiques. À l'heure où les technologies se multiplient et où les effets du changement climatique deviennent de plus en plus perceptibles, la préservation de cette ressource stratégique apparaît comme un enjeu majeur pour la sécurité, l'économie et le développement durable.

Les fréquences radio utilisées pour l'observation de la Terre jouent un rôle discret mais fondamental dans la vie quotidienne. Elles permettent de prévoir les phénomènes météorologiques, d'anticiper les catastrophes naturelles et de mieux comprendre l'évolution du climat. En appelant à leur protection, l'ONU rappelle qu'une gestion rigoureuse de ces ressources constitue avant tout une mesure de sécurité au service des populations.

C.S

L'UTILITÉ DU PAIEMENT ÉLECTRONIQUE CAMPAGNE DE SENSIBILISATION À ORAN

L'antenne de wilaya d'Oran de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) a lancé, lundi, des portes ouvertes dédiées aux moyens de paiement électronique. Objectif : sensibiliser employeurs et assurés à l'adoption de ces outils pour faciliter leurs transactions financières et leurs démarches administratives.

Par **Tinhinane Bendahmane**

Ces portes ouvertes, qui se dérouleront jusqu'à demain mercredi, sont organisées en coordination avec l'antenne d'Oran de la Banque de développement local (BDL), indique un communiqué de la CNAS.

Selon la même source, cette initiative encourage les employeurs et les assurés à s'inscrire dans la stratégie de transformation numérique et à utiliser les différents moyens de paiement électronique disponibles, afin de simplifier leurs démarches auprès de la Caisse.

Les journées se tiennent au Centre de paiement central, au Centre de paiement Benarbia El Houari, dans le quartier de Gambetta, ainsi qu'au Centre de paiement d'Es-Senia.

Elles visent à sensibiliser le plus grand nombre de citoyens à l'importance des terminaux de paiement électronique (TPE) pour régler leurs opérations financières.

Le recours à ces moyens permet de simplifier et de fluidifier les paiements, d'offrir plus de souplesse aux usagers et de réduire le temps consacré aux démarches, ajoute le communiqué. Cette initiative s'inscrit dans la stratégie du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale visant à moderniser le secteur, à développer les services numériques et à rationaliser les procédures admi-



nistratives, contribuant ainsi à améliorer la qualité des services publics et à faciliter l'accès des citoyens aux différentes prestations.

T.B

FORMATION PROFESSIONNELLE À SIDI BEL-ABBÈS UNE CARAVANE D'INFORMATION POUR CHOISIR UN MÉTIER

Par **Hamida Indja**

À l'approche de la rentrée d'octobre 2026, la wilaya de Sidi Bel-Abbès lance une grande caravane d'information pour faire découvrir aux jeunes les nouvelles offres et spécialités de la formation professionnelle, avec des milliers de postes ouverts dans toute la wilaya.

Une caravane d'information et de sensibilisation sur les offres de formation professionnelle prévues pour la session d'octobre 2026 a été lancée dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès, selon une information obtenue lundi auprès de la Direction de la formation et de l'enseignement professionnels.

Cette caravane va parcourir toutes les communes et daïras de la wilaya pendant une semaine, dans le but de montrer aux personnes qui cherchent une formation toutes les opportunités de qualification et les spécialités proposées pour cette session, d'après la même source.

Le directeur de la formation et de l'enseignement professionnels, M. Adel-Khelili, a expliqué que cette action, commencée dimanche, fait partie des initiatives de proximité. Son but est de rapprocher les services du secteur des citoyens, et plus particulièrement des jeunes qui habitent dans les régions isolées ou éloignées.

Cette opération a aussi pour but d'aider les candidats à choisir les spécialités qui correspondent le mieux à leurs capacités et aux besoins des entreprises locales pour trouver un travail, a-t-il ajouté.

M. Khelili a précisé que des conseillers d'orientation et des professeurs participent à cette caravane pour expliquer aux candidats les différentes manières de se former et les chances de réussite ou d'avenir que chaque formation peut leur apporter.

Il a aussi souligné qu'une importance spéciale est accordée à la formation par apprentissage, car c'est elle qui offre le plus de places pour cette session. Ce

type de formation permet d'apprendre la théorie à l'école tout en pratiquant directement sur le terrain en entreprise.

D'après le même responsable, les choix de formation prévus pour la session d'octobre 2026 ont été préparés en fonction des besoins de l'économie et du marché du travail, avec l'arrivée de nouvelles spécialités qui concernent surtout le numérique, la transition énergétique et les industries de précision.

Ainsi, la wilaya de Sidi Bel-Abbès dispose de 5 480 nouveaux postes d'apprentissage pour cette session. Parmi eux, 2 442 places concernent les formations diplômantes, qui sont partagées entre 1 422 postes en apprentissage, 895 en formation en présentiel, 75 en formation passerelle et 50 en cours du soir.

Par ailleurs, environ 3 038 places sont réservées aux formations qualifiantes de courte durée. 950 postes sont destinés aux personnes qui touchent l'allocation chômage, 910 aux détenus dans les prisons, 710 aux élèves des écoles privées, 200 aux femmes au foyer et 120 à l'apprentissage d'un premier métier, sans oublier les formations faites par convention et celles proposées dans les zones rurales.

L'offre de formation pour cette session s'enrichit de huit nouvelles spécialités. Celles-ci concernent la cybersécurité, la métrologie et l'instrumentation, le support informatique et la maintenance des ordinateurs, l'efficacité énergétique industrielle, l'électronique des systèmes embarqués, la gestion des déchets dangereux, l'électronique industrielle ainsi que la maintenance des équipements informatiques.

Dans la wilaya, le secteur de la formation professionnelle s'appuie sur un réseau de 26 établissements publics de 6 350 places et de 12 structures privées agréées offrant 1 049 places pour accueillir les candidats. Toutes ces structures sont prêtes à accueillir et à aider les nouveaux candidats pour la rentrée d'octobre 2026.

H. I.

SEMAINE DE LA SANTÉ SCOLAIRE LES ÉLÈVES D'EL BAYADH TRÈS INTÉRESSÉS PAR L'INITIATIVE

Les activités de la Semaine nationale de la santé scolaire ont suscité un vif intérêt auprès des élèves de la wilaya d'El Bayadh, qui ont participé activement aux différentes activités et ateliers de sensibilisation organisés au sein des établissements scolaires, a-t-on appris, lundi, auprès des services de la direction de l'éducation de la wilaya. Selon la même source, cette semaine de sensibilisation, organisée du 21 au 27 septembre sous le slogan "La santé scolaire pour un avenir sain et sûr", a été organisée à l'initiative conjointe des secteurs de l'Education et de la Santé et de la Population, avec la participation des 19 unités de dépistage et de suivi (UDS) de santé scolaire réparties à travers la wilaya.

Ces activités ont été encadrées par des spécialistes dans différents domaines, notamment des médecins, des conseillers d'orientation et de guidance scolaire, ainsi que des psychologues. Le programme a suscité une forte participation et une interaction notable de la part des élèves, précise la même source.

Le programme de cette semaine de sensibilisation, qui a concerné les différents établissements des trois cycles d'enseignement, a porté sur plusieurs thèmes, notamment la protection de l'environnement et l'importance de sa préservation, l'hygiène personnelle, l'alimentation saine et équilibrée, ainsi que les risques liés à l'obésité. Il a également abordé les dangers sur la santé de la consommation de boissons énergisantes.

Les activités ont aussi porté sur l'importance de la pratique sportive et de la santé physique et psychologique, les risques liés à la consommation de drogues et de substances psychotropes, ainsi que les dangers associés à l'usage excessif des écrans et des réseaux sociaux et leurs effets. L'accent a également été mis sur l'importance d'une utilisation intelligente et équilibrée des technologies. Le programme a inclus, en outre, des activités et des ateliers pratiques en lien avec les différents thèmes de sensibilisation, contribuant ainsi à simplifier les informations présentées aux élèves et à renforcer leur participation et leur interaction. Cette manifestation, qui s'est également distinguée par la distribution de dépliants de sensibilisation et la présentation d'explications simplifiées sur les différents thèmes abordés, a permis aux élèves de dialoguer, de poser des questions et d'exprimer leurs opinions. Elle vise à renforcer la prévention et à promouvoir la santé en milieu scolaire, ainsi qu'à améliorer le niveau de sensibilisation et à ancrer une culture sanitaire auprès des jeunes générations.

RS

FOOTBALL/QUALIFICATIONS CAN-2027 / BURUNDI-ALGÉRIE

LES "VERTS" EN QUÊTE D'UN DEUXIÈME SUCCÈS À BUJUMBURA

La sélection algérienne de football effectuera son premier déplacement de la campagne des qualifications à la CAN-2027, en affrontant le Burundi ce mardi à Bujumbura à 14h00 (heure algérienne), pour le compte de la deuxième journée du groupe I, avec l'ambition d'enchaîner un deuxième succès de rang.

Vainqueur avec maîtrise lors de la journée inaugurale, vendredi soir face à la Zambie (3-1), au stade Hocine-Aït-Ahmed de Tizi-Ouzou, l'équipe nationale aura à cœur de confirmer ce premier succès, sous la houlette du nouveau sélectionneur, Brahim Hemdani.

Les "Verts" (29es au classement FIFA) tenteront désormais de confirmer ce bon départ à l'extérieur et de conforter leur position en tête du groupe pour faire le premier pas vers la qualification.

Cette rencontre intervient toutefois avec un effectif légèrement remanié. L'attaquant Amine Gouiri, blessé lors de la rencontre face à la Zambie, est forfait pour ce rendez-vous. Il a été libéré par le staff technique afin de poursuivre les soins nécessaires. Le défenseur Rayan Aït-Nouri avait, lui, été libéré par le staff technique le lendemain de la victoire contre la Zambie.

Malgré ces absences, Hemdani entend poursuivre sur la dynamique enclenchée à Tizi-Ouzou. Le nouveau patron du "Club Algérie" avait clairement affiché, avant le début de cette campagne, la nécessité de bien négocier les deux premières rencontres, avec l'objectif de poser les bases d'une qualification pour la prochaine Coupe d'Afrique des nations.



"On ira au Burundi avec le même état d'esprit affiché lors du premier match et l'ambition d'aller chercher le maximum de points. Ce que j'ai vu sur une bonne partie de la rencontre face à la Zambie m'a plu pour un premier

match, c'était intéressant", a indiqué Hemdani, à l'issue du match face aux "Chipolopolos".

En face, le Burundi, 142e au dernier classement de la FIFA, abordera cette confrontation avec l'obligation de

réagir après avoir manqué son entrée en lice. Les Burundais se sont en effet inclinés vendredi à Lomé face au Togo (1-0), un résultat qui les place déjà sous pression avant de recevoir les "Verts".

Les coéquipiers de Mohamed Amine Amoura devront ainsi faire preuve de vigilance face à une sélection burundaise qui cherchera à profiter de l'avantage du terrain pour décrocher ses premiers points dans ces éliminatoires.

Les "Hirondelles" se trouvent en pleine phase d'incertitudes, elles qui ont enchaîné face aux Togolais un deuxième revers de suite, toutes compétitions confondues.

Cette rencontre a été confiée à un trio arbitral botswanais, conduit par Thabang Ketshabile, assisté de ses deux compatriotes: Kegakologetswe Lucky et Gaselame Molefe. Le quatrième arbitre est le Botswanais Gaolaolwe Kethobogile.

Dans l'autre match du groupe I, la Zambie espère se relancer, chez elle à Lusaka, en défilant le Togo à partir de 17h00. A l'issue des éliminatoires, les deux premiers de chaque groupe décrocheront leur qualification pour la phase finale de la CAN-2027, prévue du 19 juin au 17 juillet au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda.

RS

ATHLÉTISME / CROSS - SAISON 2026-2027

LE PROGRAMME DES DIX CHALLENGES NATIONAUX DÉVOILÉ

Les dix cross du Challenge national de la saison 2026-2027 se dérouleront entre le 21 novembre et le 6 février, suivant le programme de la compétition, dévoilé lundi par la Fédération algérienne d'athlétisme.

Le bal s'ouvrira dans un peu moins de deux mois à Constantine, avec le déroulement du premier cross, dédié à la mémoire de feu Amor Benhabiles, programmé le 21 novembre, avant de laisser place aux cross des "Ziban" et Bouzid-Saâl, prévus respectivement le 5 décembre à Biskra et le 12 du même mois à Sétif.

L'année 2026 se clôturera avec le cross des "Ruines romaines" et celui de "La Soummam", prévus respectivement le 19 décembre à Batna et le 26 du même mois à Béjaïa.

L'année 2027 s'ouvrira avec deux cross, prévus pendant la même journée du 2 janvier. Il s'agit du cross "El Mokrani" à Bordj Bou Arréridj et Chelda-Boulouar à Tlemcen.

Les péripéties de ce Challenge national se poursuivront le 9 janvier, avec le déroulement du cross Abdou-Seghouani à Alger, puis celui de Saïd-Cherdioui, prévu le 16 du même mois à Tizi-Ouzou.

Enfin, et toujours selon la même source, les différents Championnats régionaux de cross ont été programmés le 23 janvier, alors que le 10e et dernier Challenge de cross, dédié à la mémoire d'Ahmed Klouche, sera jumelé avec le Championnat national de la spécialité, le 6 février 2027 à Chlef.

RS

FOOTBALL / JO-2028 DAMES (ÉLIMINATOIRES/2^E TOUR) ALGÉRIE

LA DOUBLE CONFRONTATION FACE À LA CENTRAFRIQUE LES 9 ET 13 OCTOBRE À ALGER

L'équipe nationale féminine de football affrontera son homologue centrafricaine, les 9 et 13 octobre prochain à Alger, dans le cadre du 2e tour des éliminatoires des Jeux olympiques JO-2028 de Los Angeles.

Les joueuses du sélectionneur national, Farid Benstiti, entameront leur rassemblement le 5 octobre, soit à quatre jours du premier rendez-vous face aux Centrafricaines.

Les "Vertes" restent sur une qualification historique pour la Coupe du monde au Brésil (24 juin-25 juillet 2027), obtenue grâce à leur place de demi-fi-

nalistes lors de la dernière Coupe d'Afrique des nations CAN-2026.

Trente-cinq sélections africaines sont engagées dans cette campagne qualificative au rendez-vous olympique. La compétition se déroulera en cinq tours qualificatifs. A l'issue de ce parcours qui s'étalera jusqu'au 4 décembre 2027, les deux sélections finalistes décrocheront leur qualification pour représenter la zone CAF au Tournoi olympique de football féminin de Los Angeles 2028, prévu du 11 au 29 juillet 2028.

RS

ATHLÉTISME

LA 16^E ÉDITION DU MARATHON D'IMEDGHASSEN LE 3 OCTOBRE À BATNA

La 16e édition du marathon international d'Imedghassen a été programmée le 3 octobre prochain dans la wilaya de Batna, a-t-on appris lundi des organisateurs.

"Trois courses sont inscrites au programme de cette compétition : une course de 13 kilomètres, un

relai de deux fois 21,1 kilomètres et enfin, un marathon de 42,195 kilomètres", a-t-on indiqué de même source. Elle devrait drainer la participation de plusieurs coureurs étrangers. La compétition se déroulera près du Mausolée Royale d'Imedghassen : un ancien monument funéraire, datant de l'époque nu-

mide et qui se situe dans l'actuelle commune de Boumia, à environ 40 kilomètres au nord-est de la ville de Batna. Un lieu historique, qui au-delà du caractère sportif devrait donner à la compétition une portée touristique.

RS

CYCLISME ET PARA-CYCLISME / CHAMPIONNATS ARABES 2026

DOUZE NATIONS EN LICE À DAMAS

Douze pays ont confirmé leur participation à l'édition 2026 des championnats arabes de cyclisme et de para-cyclisme, prévue du 2 au 13 octobre prochain à Damas (Syrie), a annoncé lundi l'Union arabe de la discipline.

"Outre les épreuves de cyclisme sur route et celles de para-cyclisme, ces championnats arabes comporteront également des

épreuves de vélo tout terrain (VTT)", a-t-on détaillé de même source.

Le président de l'Union arabe de cyclisme, Yasser Omar Doukhi, s'est réuni dernièrement avec les différentes parties prenantes, pour opérer les derniers préparatifs avant le coup d'envoi de cette compétition.

RS

CONFÉRENCE INTERNATIONALE À ALGER SUR LE PATRIMOINE
IMMATÉRIEL INSCRIT À L'UNESCO

LA COOPÉRATION ARABE AU CŒUR
DES DÉBATS

La Conférence internationale sur la promotion des éléments du patrimoine inscrits sur les listes de l'UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel s'est ouverte lundi au Palais de la Culture Moufdi-Zakaria à Alger. Organisée par le ministère de la Culture et des Arts, en collaboration avec l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences (ALECSO), elle réunit des représentants de plusieurs pays arabes, ainsi que des experts et chercheurs algériens et internationaux.

Par Halim Dardar

La cérémonie officielle d'ouverture a été présidée par la ministre de la Culture et des Arts, Mme Malika Bendouda. Placée sous le thème « Stratégies, pratiques et perspectives de la coopération arabe et internationale », cette manifestation internationale s'inscrit « dans le cadre du renforcement de la coopération arabe en matière de sauvegarde, de promotion et de valorisation du patrimoine culturel immatériel ». Ont assisté à la cérémonie d'ouverture, le directeur du Département de la culture de l'ALECSO, Hamid Bin Saïf Al-Noufali, des directeurs de musées nationaux, ainsi que des experts et archéologues algériens et arabes. Les travaux ont débuté par l'inauguration d'expositions consacrées aux éléments du patrimoine culturel immatériel algérien, aux éléments du patrimoine culturel immatériel arabe commun, ainsi que des ateliers vivants dédiés à ces éléments, qu'ils soient inscrits sur les listes de l'UNESCO ou en cours d'inscription. Selon les organisateurs, cette manifestation scientifique constitue « un espace scientifique et culturel d'échange d'expériences et d'expertises arabes dans le domaine de la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel et de la promotion des éléments inscrits sur les listes de l'UNESCO, et de débat autour des stratégies et pratiques à même



d'assurer leur pérennité et de renforcer leur présence aux plans national, arabe et international ». Le programme prévoit l'organisation d'expositions et d'ateliers vivants consacrés à la pré-

sentation du patrimoine culturel immatériel algérien, ainsi que du patrimoine arabe commun, mettant en relief leur diversité et leur richesse, et jetant la lumière sur les dossiers algériens et

arabes communs, en sus des démarches en cours en vue de l'inscription de nouveaux éléments sur les listes de l'UNESCO.

H.D

MODERNISATION DE NOS UNIVERSITÉS
MISE EN ŒUVRE DU SYSTÈME DE MANAGEMENT DE LA QUALITÉ

La Faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion de l'Université "Djillali Liabès" de Sidi Bel-Abbes a abrité, lundi, les travaux d'un séminaire national intitulé : "Le projet de mise en œuvre du système de management de la qualité selon la norme ISO 9001:2015, un levier pour soutenir et renforcer le positionnement de l'université algérienne", a-t-on appris des organisateurs. Cette rencontre scientifique, initiée par le "Laboratoire d'études financières et comptables" en coordination avec la faculté, intervient pour célébrer l'obtention par l'université de Sidi Bel-Abbes du certificat international de conformité qualité "ISO 9001:2015" en juillet 2026, et pour mettre en lumière cette expérience pionnière tout en débattant des mécanismes de renforcement du rayonnement de l'université algérienne aux niveaux national et international. Le recteur de l'université, le professeur Bouziani Merahi, a souligné que l'obtention de cette certification internationale par l'Université "Djillali Liabès" constitue "une étape charnière et le couronnement d'un long processus de travail participatif visant à ancrer la culture de la qualité et de la gouvernance

dans la gestion administrative et académique". Il a précisé que cette réalisation "renforce le classement de l'université et ouvre de larges perspectives aux chercheurs et aux étudiants, particulièrement internationaux, dans le cadre de l'ouverture de l'institution universitaire sur son environnement international et sur le marché de l'emploi". Pour sa part, le doyen de la faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion, le Dr Hafid Fethi, a mis en avant que l'organisation de cette rencontre a pour objectif d'"édifier de véritables passerelles entre les laboratoires scientifiques et les acteurs socio-économiques", indiquant que l'application du système de management de la qualité au sein des facultés des sciences économiques et de gestion n'est plus un choix secondaire, mais "une nécessité impérieuse pour moderniser les programmes de formation et accompagner les mutations économiques que connaît le pays, à travers la qualification de cadres et de compétences aptes à diriger les entreprises selon des normes hautement compétitives". De son côté, le directeur du "Laboratoire d'études financières et

comptables" et coordinateur général du séminaire, le professeur Djamil Abdelkader, a relevé que cet événement scientifique "constitue un espace d'échange de visions et d'expériences entre les différentes universités et les partenaires industriels, où l'accent a été mis sur les mécanismes d'adaptation des exigences de la norme ISO aux spécificités de la gestion universitaire, afin d'assurer la pérennité de l'amélioration continue et de rehausser la qualité de la publication, de la recherche scientifique et des prestations fournies à l'étudiant". Les séances scientifiques du séminaire ont été ponctuées de plusieurs communications de recherche portant sur l'impact de la mise en place du système de management de la qualité totale dans l'enseignement supérieur et ses répercussions sur l'excellence des compétences académiques formées. Des interventions de représentants de partenaires économiques, à l'image des groupes "Chiali" et "SETRAM", ont également marqué la rencontre, partageant leurs retours d'expérience sur l'usage des normes de qualité pour maîtriser la performance et développer les services.

RS

CINQ LABORATOIRES DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE
POUR L'UNIVERSITÉ DE TISSEMSILT

L'Université "Ahmed Ben Yahia El-Wancharissi" de Tissemsilt sera prochainement renforcée par cinq laboratoires de recherche scientifique, a indiqué lundi le recteur de l'université, Abdelghani Bouchoucha. M. Bouchoucha a précisé que ces laboratoires sont en cours d'équipement en moyens et matériels nécessaires, en vue de permettre aux étudiants et aux chercheurs de mener des travaux scientifiques appliqués et des recherches approfondies dans plusieurs domaines, notamment ceux liés aux plantes médicinales et aromatiques, au développement de la culture des légumes secs et aux énergies renouvelables. Le même responsable a indiqué que l'Institut des activités physiques et sportives sera également doté des équipements et moyens nécessaires à la pratique des différentes disciplines sportives inscrites dans les programmes de formation, dans de bonnes conditions. Il a relevé que cet institut acquiert progressivement une vocation régionale, notamment en raison de l'affluence d'étudiants issus de différentes wilayas voisines. Par ailleurs, et dans le cadre de l'amélioration des condi-

tions d'hébergement des enseignants, les travaux de réalisation de 110 logements de fonction se poursuivent à un rythme soutenu, en prévision de leur livraison dans les délais contractuels et conformément aux normes modernes de construction. A l'occasion de la rentrée universitaire 2026-2027, l'Université "Ahmed Ben Yahia El-Wancharissi" accueille 9.100 étudiants dans les différents cycles de formation, dont près de 800 étudiants à l'Ecole normale supérieure (ENS), ainsi que 2.557 nouveaux bacheliers, répartis entre les différentes filières et spécialités proposées par l'établissement. L'Université de Tissemsilt compte quatre facultés: la Faculté des sciences et de la technologie, la Faculté des lettres et des langues, la Faculté de droit, ainsi que la Faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion. L'Université comprend également deux Instituts: l'Institut des activités physiques et sportives et l'Institut des sciences de la nature et de la vie.

RS

CANTINE
SCOLAIRE
PLUS DE 135.000
ÉLÈVES DU CYCLE
PRIMAIRE EN
BÉNÉFICIENT
À EL OUED

Quelque 135.330 élèves du cycle primaire bénéficient cette année de la restauration scolaire au niveau de la wilaya d'El-Oued, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction de l'éducation. Ces élèves sont répartis sur 409 cantines scolaires autonomes, à raison d'une cantine par école, assurant ainsi une couverture à 100%, comme indiqué par le directeur de l'éducation, Abdelbasset Zenouda. Il a ajouté qu'environ 310 cantines, soit 80 % du nombre global des cantines scolaires, sont réalisées conformément aux spécifications techniques et architecturales homologuées. Ces normes seront par la suite généralisées au reste des restaurants scolaires. Selon le même responsable, les prestations de restauration scolaire dans les paliers moyen et secondaire, dédiées aux élèves habitant loin de leurs établissements scolaires, avoisinent les 100% au sein de 53 cantines du secondaire et 20 autres du moyen. Et de souligner que les services de la direction de l'éducation ont assuré l'accès des élèves scolarisés dans ces deux paliers aux prestations de restauration, soit en créant des annexes de cantines ou en les intégrant dans les cantines existantes au sein des écoles primaires, notamment dans les régions reculées. La wilaya d'El-Oued dispose de 409 écoles primaires, comptant plus de 135.000 écoliers, ainsi que 129 collèges d'enseignement moyen totalisant quelque 82.900 élèves tandis que le palier secondaire compte 53 lycées avec 31.600 scolarisés, selon les données du secteur.

RS

CELA S'EST PASSÉ À L'ONU

LA CHAISE VIDE, LE CRIMINEL, ET L'HOMME QUI A DIT LE MOT

Commençons par l'image, puisqu'elle dit tout avant que personne n'ait ouvert la bouche. À l'Assemblée générale de l'ONU, cette semaine, le président palestinien s'est adressé au monde par écran interposé — les États-Unis lui ont refusé un visa, ce qui est une manière élégante, administrative, d'interdire à un peuple de parler de sa propre mort. Pendant ce temps, l'homme sous mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale entrain dans la salle en personne, la tête haute, protégé par la puissance qui refuse de voir la justice. Ce n'est pas de l'ironie. C'est l'architecture de l'impunité : la victime est confinée dans un flux vidéo, le suspect a un fauteuil, un micro, et quarante minutes.

Par Laala Bechetoula

I l faut rendre cette justice aux faits : quand Benyamin Netanyahu a pris la parole, une grande partie de la salle s'est levée et est sortie avant même qu'il commence. Des dizaines de délégations. On a rarement vu une assemblée d'États voter ainsi, sans bulletin, avec ses pieds. Ceux qui restaient ont eu droit au spectacle complet : les accusations de génocide ne seraient pas seulement fausses, elles seraient «la plus grande escroquerie du siècle». Les partants furent promus «lâches moraux». Et le maire de New York, Zohran Mamdani — élu, donc, par les New-Yorkais, ce qui dans certaines capitales passe encore pour un délit — reçut son «shame on you». Le maire de New York n'est pas le sujet. Il est simplement la dernière cible d'une méthode.

Restons un instant dans l'arithmétique du mensonge, puisque l'accusé a choisi le chiffre comme terrain.

73 662 morts, 174 627 blessés au début du mois de septembre

Gaza, bilan du ministère de la Santé, début septembre 2026 : 73 662 morts, 174 627 blessés. Ajoutez les quelque dix mille corps que personne n'a encore extraits des gravats — le déblaiement n'a pas commencé — et l'ONU elle-même redoute un total qui approcherait les cent mille. Presque 90% des infrastructures civiles détruites ; soixante-dix milliards de dollars de reconstruction, prix d'un monde qu'on aura d'abord réduit en poussière. Et l'argument massue de ceux qui disent «la guerre est finie» : depuis le cessez-le-feu du 10 octobre 2025, plus de mille Palestiniens — mille quatre cent quatre-vingt-quatorze au dernier décompte — ont encore été tués, tandis que la nourriture, les médicaments et le matériel de shelter restent bloqués pour deux millions et demi d'êtres humains. Une «escroquerie», donc. Soixante-seize mille fois, la même escroquerie, avec des noms, des dates de naissance, parfois des certificats que le ministère ne parvient plus à délivrer faute de papier, d'encre, de bâtiment.

Une escroquerie qui aurait, paraît-il, nécessité la complicité de la Commission d'enquête des Nations unies, des organisations de défense des droits humains, des universitaires spécialistes du droit des génocides — et, la semaine dernière, d'une salle d'Assemblée générale qui s'est vidée. Autant de complices. Quand le mensonge exige une conspiration de cette taille, ce n'est plus un mensonge : c'est une théologie.

La nouvelle version du droit international

À ce podium, Donald Trump a apporté la version impériale du procédé. Trente-huit minutes de



discours ; une seule mention d'Israël. On notera l'économie du genre : le président qui a reconnu Jérusalem, tué l'accord sur le nucléaire iranien et promis de faire de Gaza une «Riviera» a trouvé le moyen de ne presque rien dire sur le seul sujet qui empoisonnait la salle. Il s'est montré beaucoup plus bavard sur la Cour pénale internationale, qu'il a sommé tous les États membres de quitter sur-le-champ — une «institution voyou».

Le raisonnement est limpide et mérite d'être écrit noir sur blanc, car il est la doctrine de l'époque : le droit international est légitime quand il incarcère les faibles ; dès qu'il s'intéresse aux forts, il devient une voyoucratie. On retire alors ses contributions, on coupe les visas, on déclare l'institution «inutile» — puis on lui remet un chèque de gratitude pour vingt points de «plan de paix» dont le compte bancaire humanitaire est resté, nous dit-on, vide. L'impunité n'est plus un état de fait ; c'est un programme, doté, présenté, plaidé.

Et Nasser Bourita ? Le ministre marocain des Affaires étrangères a parlé, beaucoup : du Sahara, des groupes armés, de la candidature du Royaume au Conseil de sécurité — et, en traversée obligée, d'un cessez-le-feu et d'une aide humanitaire pour Gaza. Qu'on ne lui fasse pas dire ce qu'il n'a pas dit : il a prononcé les mots humanitaires. Mais il y a une distance, que le protocole ne mesure pas, entre demander de l'aide pour les mourants et cesser de serrer la main de ceux qui les tuent.

Le Maroc a normalisé avec Israël, signé les accords d'Abraham, ouvert ses cieux et ses marchés — et vient ensuite demander, à New York, un siège de juge parmi les juges du droit. On ne plaide pas pour la protection

des civils le matin et on ne contresigne pas la normalisation l'après-midi sans que quelqu'un, quelque part, remarque l'écart. La chaise de Rabat à l'ONU n'était pas vide. C'est peut-être pire : elle était occupée, et bien polie.

Vient alors l'homme qui a dit le mot — et ce qui le distingue n'est pas la vertu, c'est la facture.

Pedro Sánchez est monté à la tribune de la 81e Assemblée générale et a réaffirmé la condamnation «non équivoque» de l'Espagne contre «le génocide que Netanyahu continue de perpétrer à Gaza». Il a nommé le mécanisme du déni mieux que tous les éditorialistes : on commence par questionner les règles, puis on les enfreint, puis on coupe les financements, puis on s'étonne que l'édifice vacille — un démantèlement planifié du multilatéralisme.

Et il a payé. Ce détail est essentiel, car il sépare la rhétorique du courage : l'Espagne a rendu permanent par décret-loi son embargo sur les armes, interdit l'accostage aux navires qui ravitaillent l'armée israélienne, fermé son espace aérien au matériel militaire destiné à Gaza, banni les responsables présumés de crimes, boycotté les produits des colonies, reconnu l'État palestinien et promis 150 millions d'euros d'aide.

Accuser d'antisémitisme celui qui dénonce un génocide

La réponse ne s'est pas fait attendre : M. Netanyahu l'a comparé à l'Inquisition, et Madrid a rappelé son ambassadeur. Accuser d'antisémitisme celui qui dénonce un génocide est le dernier tour de passe-passe d'une propagande à court d'arguments : quand on ne peut plus répondre au fait, on répond au faciès. Voici donc le réquisitoire, et qu'on

ne le prenne pas pour une colère — c'est un inventaire.

Contre M. Netanyahu et son gouvernement, qui massacrent, affament, puis déclarent «escroquerie» le constat de leurs victimes, avec la méthode de l'incendiaire qui porte plainte contre l'odeur de fumée. Contre M. Trump, qui transforme l'ONU en scène de sa légende personnelle, arme le déni, met la justice internationale au banc des accusés et prétend régler un génocide par un comité bancaire au compte vide.

Contre ceux qui normalisent, temporisent et rêvent de siéger parmi les arbitres sans jamais vouloir payer le prix moral de l'arbitrage. Et pour M. Sánchez, la gratitude doit être politique, pas sentimentale. Il a dit ce que tout le monde voit — mais surtout, il a accepté ce que tout le monde évite : la facture. Sa formule mérite de survivre au discours : il y a «des causes qui méritent qu'on se batte, même si les gagner ne dépend pas de nous seuls». C'est exactement ce que les puissants de cette semaine ont refusé d'entendre : qu'on peut perdre en se battant, et qu'on perd infiniment plus en ne se battant pas. L'Histoire, qui est une comptable sans humour, ne retiendra ni les vingt points du «Conseil de la paix», ni les trente-huit minutes, ni la chasse aux visas. Elle retiendra trois choses : qui a massacré, qui a applaudi — et qui, dans une salle où le président palestinien n'avait même pas le droit d'entrer, a eu la décence glaciale de dire le mot juste. Le seul mensonge dans cette salle, jeudi, est celui qui a été prononcé depuis la tribune — par un homme en costume, devant une assemblée qui a eu la dignité de se vider avant qu'il ait fini de parler.

L.B

Escales sur le Web

Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

LE PIÈGE DE LA RIVIÈRE SILENCIEUSE

Il était une fois, dans les terres verdoyantes du royaume de Bandiagara, un jeune homme pré-nommé Kofi.

Kofi était doué d'une force remarquable et d'une agilité sans pareille. Mais ce que la nature lui avait offert en vigueur, elle avait oublié de le lui accorder en patience. Impétueux et fier, Kofi croyait que la témérité pouvait surmonter tous les obstacles de la création. Un après-midi, alors que le soleil écrasait la savane de sa chaleur de plomb, Kofi et les chasseurs du village arrivèrent aux abords de la rivière Ounou. L'eau y paraissait paisible, lisse comme un miroir d'argent reflétant le ciel bleu.

S'arrêtant à la lisière des hautes herbes, le chef des chasseurs, un vieil homme aux cheveux blanchis par les décennies, leva la main pour interrompre la marche. Il coupa une longue branche sèche, s'approcha doucement de la berge et sonda le fond avec précaution.

Kofi, impatient de traverser pour poursuivre le gibier, laissa échapper un rire moqueur :

— « Pourquoi tant d'hésitations, Vieux Père ? La rivière est calme et l'eau ne semble même pas m'arriver à la taille ! Pourquoi perdre du temps avec ce bâton quand nous avons deux jambes solides pour avancer ? »

Le vieil homme se tourna vers lui, le regard grave mais bienveillant :

— « Ne te fie pas à la douceur de la surface, mon fils. L'eau la plus calme peut cacher les



pièges les plus profonds. »

Sans écouter le conseil, Kofi fit un pas en avant. Il voulut prouver sa bravoure à toute la troupe. Pour montrer qu'il n'avait rien à craindre, il s'élança d'un bond à deux pieds au cœur du courant.

L'illusion fut immédiate et brutale. Là où la terre semblait affleurer, le lit de la rivière s'enfonçait en un gouffre traître formé par les crues passées. Privé d'appui, déséquilibré par le choc de ses deux pieds s'enfonçant ensemble dans la vase, Kofi fut instantanément englouti. Le courant de fond, invisible depuis la berge, l'entraîna vers les profondeurs. Pris de panique, l'air lui man-

quant, il lutta frénétiquement contre l'emprise de l'eau.

Heureusement pour lui, le vieux chasseur veillait. Avec la rapidité que donne l'expérience, il lui tendit la longue branche sèche. Kofi s'y accrocha de toutes ses forces et fut tiré sur la rive, toussant, haletant et tremblant de froid et de frayeur. Lorsqu'il retrouva enfin son souffle, la tête basse et l'orgueil brisé, le vieil homme posa doucement une main sur son épaule et lui murmura ces paroles que Kofi n'allait plus jamais oublier :

— « Que cette leçon reste gravée dans ta mémoire, Kofi :

On ne mesure pas la profondeur de la rivière avec les deux pieds. Celui qui avance un pied à la fois garde toujours un appui sur la terre ferme pour revenir en arrière. Mais celui qui saute à deux pieds remet son destin au hasard. » À partir de ce jour, Kofi devint l'un des chasseurs les plus sages et respectés du royaume, n'oubliant jamais que la véritable bravoure marche toujours main dans la main avec la prudence.

Publié par choupibandita893 sur Facebook dans Contes, légendes et gestes de l'Afrique de l'Ouest, le 28 septembre 2026

NE JUGE JAMAIS UN FARDEAU QUE TU NE PORTES PAS

Il y a très longtemps, à une époque où les hommes et les animaux se comprenaient encore, un paysan rencontra sur un chemin de terre un âne qui revenait du marché.

L'animal avançait lentement. Son dos était courbé sous une lourde charge. Sa tête oscillait à chaque pas, tandis que ses yeux fixaient le sol rouge. Le paysan, curieux, lui demanda :

— Hé, l'âne ! Le marché a-t-il été bon aujourd'hui ? Ton maître a-t-il fait de bonnes affaires ? L'âne s'arrêta, regarda longuement le paysan et répondit calmement :

— Moi ? Je ne sais jamais si le marché est bon.

Le paysan, surpris, demanda : — Comment ça ? Tu étais pourtant au marché !

L'âne répondit :

— Oui, j'y étais. Mais voici tout ce que je sais du marché. Le matin, mon maître me charge.

Je porte les sacs, les marchandises, les jarres et les ballots. Puis nous partons.

Au marché, mon maître vend, achète et échange. Il discute avec les commerçants. Il compte son argent. Il



sourit parfois, il s'inquiète parfois.

Mais moi, je porte.

Le soir, mon maître revient avec de nouvelles marchandises.

Et il les dépose encore sur mon dos.

Alors, dis-moi :

Comment pourrais-je savoir si le marché a été bon ?

Je pars chargé.

Je reviens chargé.

Entre les deux, il y a eu le marché...

Mais moi, je n'en connais que le

poids.

Le paysan resta silencieux. Il venait de comprendre une grande vérité.

Nous aussi, dans la vie, nous ressemblons parfois à cet âne. Nous voyons quelqu'un sourire et nous pensons qu'il est heureux.

Nous voyons quelqu'un réussir et nous pensons que sa vie est facile. Nous voyons quelqu'un avancer et nous ignorons les sacrifices qui l'ont conduit jusque-là.

Nous voyons quelqu'un tomber et nous sommes parfois les premiers à le juger.

Mais nous ne connaissons jamais entièrement le poids que cette personne porte en silence. La vraie sagesse consiste donc à apprendre à regarder au-delà des apparences.

Avant de dire :

« Il est faible. »

« Il ne fait aucun effort. »

« Il a échoué parce qu'il est incapable. » « Pourquoi se plaint-il alors que d'autres vivent pire ? »

« Qu'est-ce qu'il porte que je ne vois pas ? »

Car chacun a son marché.

Chacun a son chemin.

Chacun porte ses fardeaux.

Et parfois, derrière un sourire se cache une bataille dont personne ne connaît l'histoire.

PAROLES ANCESTRALES

Ne juge pas un homme sur ce que tu vois de lui. Cherche d'abord à comprendre ce qu'il porte en silence.

Publié par choupibandita893 sur Facebook dans Contes, légendes et gestes de l'Afrique de l'Ouest, le 20 septembre 2026



Fajr	Dohr	Asr	Maghreb	Isha
05:14	12:40	16:02	18:41	19:59

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE SAÏD CHANEGRIHA INSTALLE LE DIRECTEUR CENTRAL DE LA SÉCURITÉ DE L'ARMÉE

Au nom du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, a présidé, lundi, la cérémonie officielle d'installation du Directeur central de la Sécurité de l'Armée, le Général Maach Noureddine, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Au nom de Monsieur le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, a présidé, ce lundi 28 septembre 2026, la cérémonie officielle d'installation du Directeur central de la Sécurité de l'Armée, le Général Maach Noureddine", précise la même source.

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha a déclaré: "Au nom de Monsieur le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, et conformément au décret présidentiel du 22 septembre 2026, j'installe officiellement le Général Maach Noureddine, dans les fonctions de Directeur central de la Sécurité de l'Armée, en remplacement du Général Abbas Ibrahim".



"A cet effet, je vous ordonne de travailler sous son autorité, de suivre ses ordres et d'exécuter ses instructions, dans l'intérêt du service, en application des règlements militaires en vigueur et des lois de la République, et en faisant montre de fidélité aux sacrifices de nos vaillants Chouhada et aux valeurs de notre glorieuse Révolution", a-t-il ajouté.

Cette occasion a constitué "une opportunité pour le Général d'Armée pour donner aux cadres de la Direction, un ensemble d'instructions et d'orientations, en vue de fournir davantage d'efforts dévoués dans l'accomplissement des missions qui leurs sont assignées avec toute la rigueur et la persévérance requises", ajoute le MDN.

A l'issue, le Général d'Armée "a supervisé la cérémonie de signature et d'approbation du Procès-verbal de passation de consignes", conclut la même source.

RA

JOURNÉE MONDIALE DE SOLIDARITÉ AVEC LE JOURNALISTE PALESTINIEN

DEPUIS LE 7 OCTOBRE 2023, 262 JOURNALISTES PALESTINIENS ONT ÉTÉ TUÉS À GAZA

À l'occasion de la Journée mondiale de solidarité avec le journaliste palestinien, le Bureau d'information gouvernemental de Gaza a publié un bilan des agressions israéliennes contre les journalistes. Depuis le 7 octobre 2023, 262 journalistes et professionnels des médias sont tombés en martyrs dans la bande de Gaza, dont 26 femmes.

Par Ikram Haou

Le bilan des agressions sionistes contre la bande de Gaza s'alourdit de jour en jour, avec des violations répétées des conventions internationales garantissant et protégeant la liberté d'expression, la liberté de la presse et des médias, ainsi que le droit d'accéder à l'information, de la diffuser et de la publier.

La Journée mondiale de solidarité avec le journaliste palestinien est célébrée le 26 septembre de chaque année. Cette date a été adoptée par la Fédération internationale des journalistes en 1996, afin de rendre hommage au rôle des journalistes palestiniens et à leurs sacrifices dans l'exercice de leur profession dans des conditions très compliquées.

Selon le même bilan du Bureau d'information gouvernemental de Gaza, outre le grand nombre de journalistes martyrs, 433 autres journalistes et professionnels des médias ont été blessés, 50 ont été arrêtés, dont 23 seraient toujours détenus, et trois journalistes sont portés disparus.

Le bilan indique également que 28 militants des médias considérés comme influents sont tombés en martyrs. Il ne faut pas oublier la situation familiale de ces journalistes palestiniens : 32 familles de journalistes tombés en martyrs ont été entièrement décimées, tandis que 53 maisons de journalistes ont été totalement ou partiellement détruites.

Du côté des infrastructures médiatiques, le ciblage a causé des dégâts notamment à 12 journaux et maga-

zines, 23 médias numériques, 11 radios, 16 chaînes de télévision, 27 imprimeries et cinq organisations professionnelles et syndicales, qui ont été totalement ou partiellement détruits. Selon les estimations du même bilan publié, les pertes directes subies par le secteur des médias à Gaza s'élèvent à plus de 800 millions de dollars. Mais 143 institutions médiatiques continuent encore de fonctionner dans la bande de Gaza, a précisé le bilan.

Dans ce cadre, le Bureau d'information gouvernemental a lancé un appel d'urgence à la communauté internationale, aux Nations unies, à la Fédération internationale des journalistes et à l'Union des journalistes arabes, afin qu'ils interviennent de toute urgence pour assurer une protection juridique et sur le terrain aux journalistes palesti-

niens. Cette demande doit être prise en charge le plus tôt possible pour arrêter ces agressions inqualifiables contre le journalisme et les journalistes palestiniens. Mais malheureusement, chaque année, à cette date, on ne parle de ce sujet que pour citer le nombre de victimes, qui ne cesse de s'alourdir, car il n'y a aucune réaction internationale face aux agressions israéliennes monstrueuses.

Notons que le Bureau a appelé le procureur de la Cour pénale internationale à ouvrir une enquête officielle et urgente sur les crimes commis contre les journalistes et sur la destruction de leurs institutions médiatiques, et à demander des comptes aux dirigeants de l'occupation sioniste afin de garantir qu'ils ne bénéficient pas de l'impunité.

I.H.

ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DES DJS

HIDAQUI PRÉSIDE LE LANCEMENT DES PREMIÈRES SESSIONS

La 18e édition du Festival international de la bande dessinée d'Alger (Fibda) est prévue du 1 au 5 octobre prochain à l'Esplanade de Riadh El Feth avec pour thématique principale "Le roman graphique", ont annoncé, lundi, les organisateurs du Festival.

Le 18e Fibda mettra sous les projecteurs, durant cinq jours, des auteurs et bédéistes algériens et étrangers qui présenteront leurs nouvelles productions, et verra l'organisation de plusieurs activités et rencontres en lien avec le 9e Art, animés par des intellectuels, auteurs, scénaristes, bédéistes, dessinateurs, académiciens, et professionnels du Cosplay.

La Palestine, la Tunisie, les Etats Unis, le Japon, la République démocratique du Congo, l'Egypte et les pays du collectif des Instituts culturels européens (Eunic / Union Européenne) prendront part à cette 18e édition, placée sous l'intitulé "Le roman graphique: carrefour de l'image et du verbe". Au premier jour de cet événement et après la visite du village et la cérémonie inaugurale, le coup d'envoi des animations et ateliers des espaces partenaires sera donné, suivi de l'ouverture des expositions, des ateliers pédagogiques, des concours, des espaces ludiques et "Gaming".

Les conférences, qui débiteront le troisième jour,

aborderont plusieurs thématiques en lien notamment avec le roman graphique, la culture et le patrimoine algériens, le Manga et le roman graphique, l'histoire, le roman graphique en Egypte, en Italie et en RD Congo, ainsi que le roman graphique américain.

Plusieurs autres activités sont inscrites au programme de cette édition, à l'instar des Masters Class aux différents thèmes d'apprentissage selon les âges et les niveaux, au concours Cosplay, au delà des hommages qui seront rendus à des auteurs et bédéistes disparus et d'autres contemporains.

RC